

**Plan National Stratégique pour la Sécurisation des
Produits de Santé de la Reproduction du Niger
(Période 2007-2010)**

Avril 2007

PREFACE

REMERCIEMENTS

LISTE DES ABBREVIATIONS

AWARE/RH	: Action for West Africa Region Reproductive Health
ANBEF	: Association Nigérienne pour le Bien Etre Familiale
APSP	:
CCC	: Communication pour Changement de Comportement
CHR	: Centre Hospitalier Régional
CISLS	: Coordination Inter Sectorielle de Lutte Contre les IST/VIH/SIDA
CNO/MPCD	: Conseil National de l'Ordre des Médecins Pharmaciens Chirurgiens Dentistes
CNSR	: Centre National de la Santé de la Reproduction
CST	: Country Support Team
DS	: District Sanitaire
DPHL/MT	: Direction de la Pharmacie, des Laboratoires et de la Médecine Traditionnelle
DRSP	: Direction Régionale de la Santé Publique
DSR	: Direction de la Santé de la Reproduction
DIU	: Dispositif Intra Utérin
EAT	: Equipe d'Appui Technique
EDSN	: Enquête Démographique et de Santé du Niger
FSP	: Formation Sanitaire Publique
IEC	: Information Education Communication
IPPF	: International Planned Parenthood Federation
MSP/LCE	: Ministère de la Santé Publique et de la Lutte Contre les Endémies
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
ONPPC	: Office National des Produits Pharmaceutiques et Chimiques du Niger
PF	: Planification Familiale
PNLS	: Programme National de Lutte Contre le SIDA
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PNSSPSR	: Plan National Stratégique de Sécurisation des Produits de Santé de la Reproduction
PSI	: Population Services International
SSR/AJ	: Santé Sexuelle et Reproductive des Adolescents et des Jeunes
RHCSAT	: Reproduction Health Commodity Security Assessment Tool
SIDA	: Syndrome Immuno. Déficience Acquis
SIGL	: Système d'Information de Gestion Logistique
SPSR	: Sécurisation des Produits de la Santé de la Reproduction
SR	: Santé de la Reproduction
TAC	: Tableau d'Acquisition des Produits Contraceptifs
UNFPA	: United Nations Population Fund
UNICEF	: United Nations Children Fund
USAID	: United States Agency for International Development
USD	: United States Dollar
VIH	: Virus de l'Immunodéficience Humaine

QUELQUES DEFINITIONS

Contexte : C'est l'ensemble des facteurs contextuels (politiques, institutionnels, socio/culturels ou autres) qui affectent la capacité de l'individu à choisir, obtenir et utiliser à chaque fois qu'il en a besoin les produits de la SR.

Engagement : Il s'agit d'une politique de soutien et un environnement de régulation, un capital suffisant et des capacités humaines nécessaires pour répondre aux besoins des clients. C'est donc l'engagement politique et la capacité de faire un plaidoyer en faveur de la SPSR par une approche multisectorielle.

Coordination : Il s'agit de la coordination des actions des parties prenantes (Etat, partenaires techniques et financiers, secteur privé, Associations, collectivités, communauté) aux différents niveaux (national, régional et périphérique) pour aboutir à la SPSR.

Capital : C'est l'ensemble de financement courant et potentiel pour les produits de la SR à travers le gouvernement, les donateurs ainsi que les parties tierces. Il examine les tendances de financement (financements actuels et futurs) ainsi que l'évaluation de leur efficacité pour assurer la disponibilité des produits aux clients qui en ont besoin.

Demande et utilisation du client : Il s'agit pour cette section de (i) développer les profils de clients (actuels et potentiels) des produits de la SR, (ii) examiner les répartitions de l'usage du besoin non satisfait par âge, par lieu de résidence, par niveau d'éducation, par niveau de vie, etc. et (iii) évaluer l'efficacité des prestataires à s'occuper du marché complet des clients tout autant que sur l'accès, l'interruption (abandon) et l'impact des activités en matière d'augmentation de la demande de produits.

Produit : C'est l'examen des différentes sources des produits de la SR, des circuits d'approvisionnement des secteurs publics et privés. Il tient compte des tendances passées et se penche sur les attentes pour chaque produit de la SR. Il permet ainsi d'aider à déterminer le rôle de chaque secteur dans l'approvisionnement de produits de la SR.

Capacité : C'est l'évaluation des différentes ressources nécessaires pour une bonne estimation des besoins en produits SR, des procédures d'acquisition (achat local, production ou importation), du transport, de la distribution et du système d'Information et de Gestion Logistique. C'est donc l'évaluation de l'ensemble des mécanismes de mise en œuvre du cycle logistique des médicaments.

But : C'est le résultat global visé par le plan stratégique. Il est décrit en termes généraux.

Objectif stratégique : Décrit les résultats escomptés pour chaque domaine du plan stratégique. Ces résultats sont décrits en termes généraux

Problème : Situation faisant obstacle à la sécurisation des produits contraceptifs. Les problèmes sont classés par domaines retenus pour la sécurisation des produits contraceptifs.

Opportunité : Situation favorable à l'atteinte de la sécurisation des produits contraceptifs qu'on peut exploiter pour ladite cause. Les opportunités sont classées par domaine de sécurisation des produits contraceptifs

Objectif opérationnel : Précise les résultats attendus pour chaque domaine de sécurisation des produits contraceptifs en prenant en compte les problèmes recensés dans le domaine en question.

Activités : Actions à mener dans un temps défini pour atteindre les résultats d'un objectif opérationnel

Responsable : C'est l'institution qui est tenue responsable de l'atteinte des résultats d'une activité soit en l'exécutant directement elle-même soit en assurant la coordination d'autres institutions pour son exécution. Le responsable de l'activité est dans ce cas souligné.

Budget : Coût financier nécessaire à l'exécution d'une activité.

Indicateur de résultats : Montre que le résultat escompté d'un objectif opérationnel a été atteint.

PM : Pour mémoire. Dans ce document il s'agit de coûts pris en compte dans d'autres programmes intégrés déjà financés par d'autres acteurs.

TABLE DES MATIERES

PREFACE	1
REMERCIEMENTS	2
LISTE DES ABBREVIATIONS	3
QUELQUES DEFINITIONS	4
RESUME	8
1. CONTEXTE	12
2. ANALYSE DE LA SITUATION EN SR ET PRIORITES RETENUES	13
2.1. forces et Opportunités	13
2.1.1. Forces	13
2.1.2. Opportunités	13
2.2. Problèmes prioritaires par composante	14
2.2.1. composante Contexte	14
2.2.2. Composante Capital	14
2.2.3. Composante Coordination	14
2.2.4. Composante Engagement	14
2.2.5. Composante Produit	14
2.2.6. Composante Secteur Prive	15
2.2.7. Composante Utilisation et demande des services par les clients	15
2.2.8. Composante Capacité	15
2.2.9. Composante Suivi et Evaluation	15
3. CADRE STRATEGIQUE	16
3.1. But	16
3.2. Objectif Stratégique	16
3.3. Objectifs Spécifiques et Activités Par Composante	16
3.3.1. Composante Contexte	16
3.3.2. Composante Capital	16
3.3.3. Composante Coordination	17
3.3.4. Composante Engagement	21
3.3.5. Composante Produit	23
3.3.6. Composante Secteur prive	24
3.3.7. Composante Utilisation et Demande des services par les clients	26
3.3.8. Composante Capacité	29
3.3.9. Composante Suivi et Evaluation	32
4. RECAPITULATIF DU BUDGET	34
5. SUIVI ET EVALUATION DU PLAN	35
6. PLAN DE MISE EN ŒUVRE	37
7. PLANS D' ACTION	62
7.1. Plan d' action 2007	62
7.2. Plan d' action 2008	79
8. PLAN DE SUIVI ET EVALUATION	98
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	101

ANNEXES	I
Annexe 1 : Quantité totale de produits à sécuriser pour la période 2007-2010	II
Annexe 2 : Kit d'insertion de DIU	III
Annexe 3 : Kit d'insertion du Norplant	IV
Annexe 4 : Kit de CPN	V
Annexe 5 : Kit d'Accouchement	VI
Annexe 6 : Kit Césarienne	VII
Annexe 7 : Kit AMIU	VIII

RESUME

L'Etat Nigérien consent beaucoup d'efforts pour assurer la santé de sa population. Ces efforts ont trait à tous les domaines de la santé en général mais surtout le volet Santé de la Reproduction (SR) en particulier. Cependant, on est au regret de constater qu'il existe encore beaucoup de faiblesses dans le système mis en place pour gérer la SR.

Ces insuffisances ont été constatées lors de l'élaboration du Programme National de Santé de la Reproduction et des missions d'appui sollicitées par le gouvernement sur l'analyse situationnelle au Niger en 2005 et 2006. Pour remédier à ces insuffisances, le Niger a sollicité l'assistance de ses partenaires tels que l'Equipe d'Appui Technique (EAT), UNFPA de Dakar, AWARE/RH et HPI, en vue de développer un plan national stratégique de sécurisation des produits de SR (SPSR).

Il s'agit d'un processus comprenant plusieurs phases, dont la première a consisté en un plaidoyer à l'endroit des autorités et des partenaires en vue d'obtenir leur adhésion et leur soutien au processus de sécurisation des produits SR (PSPSR). Le plaidoyer a eu lieu le 4 mai 2006 à l'hôtel GAWEYE à Niamey suite à quoi un comité National de sécurisation des produits SR a été créé quelques semaines après. La 2^{ème} phase est l'analyse de la situation qui a servi de base au développement du présent plan stratégique pour la SPSR au Niger.

Cette analyse a fait ressortir les forces telles qu'une volonté politique et un engagement manifeste de l'Etat qui se traduit par l'existence de plusieurs textes de loi en faveur de la SPSR et une ligne budgétaire pour l'achat des produits de SR.

Des faiblesses ont également été identifiées, notamment un contexte socio culturel peu favorable à l'utilisation des produits et services de la SR, l'existence de besoins non satisfaits en PF élevés, une insuffisance des ressources pour assurer la sécurisation des produits SR, une insuffisance du système de gestion logistique des produits SR, non fonctionnalité du cadre de partenariat entre le secteur public et le secteur privé, la culture de suivi évaluation n'est pas encore une réalité dans le domaine de la gestion des produits SR.

Pour faire face à cette situation, les principaux axes stratégiques d'intervention, les résultats attendus, et le budget exposés dans les tableaux ci-dessous résument le contenu du présent plan stratégique pour la sécurisation des produits SR au Niger pour la période 2007-2010.

OBJECTIFS STRATEGIQUES ET RESULTATS ATTENDUS PAR COMPOSANTE

Eléments stratégiques	Objectifs stratégiques	Résultats Attendus
Contexte	Améliorer le contexte politique, institutionnel et socioculturel afin de créer un environnement favorable à la sécurisation des produits de santé de la reproduction.	<ol style="list-style-type: none"> 1. La sécurisation des produits SR est prise en compte dans tous les documents nationaux (PDS, PNP, PNSR, ...) 2. La loi SR, la loi pharmaceutique, la loi VIH/SIDA, et les différents textes sur la gratuité sont vulgarisés au niveau de toutes les structures 3. L'adhésion des leaders d'opinions et les hommes en faveur de la SR/PF est acquise
Capital	Assurer le financement pérenne de la sécurisation des produits de SR	<ol style="list-style-type: none"> 1. L'apport du budget national et des collectivités territoriales est accru conformément aux prévisions du Plan de financement des produits SR 2. Les procédures de décaissement des fonds alloués sur les lignes budgétaires relatives aux produits SR sont accélérées pour permettre une utilisation rapide de ces ressources 3. Leadership de l'état et des collectivités territoriales dans la coordination des financements des produits SR renforcée
Coordination	Renforcer la coordination des interventions pour une sécurisation pérenne des produits de SR	<ol style="list-style-type: none"> 1. Un cadre de coordination créé et fonctionnel aux niveaux central et décentralisé 2. L'arrêté 0041/MSP/LCE/DGSP/DSR du 23 Juin 2006 est révisé
Engagement	Poursuivre les efforts pour concrétiser les engagements pris en faveur de la SR à tous les niveaux	<ol style="list-style-type: none"> 1. Textes complémentaires en faveur de la SR élaborés et disponibles 2. Textes d'application en faveur de la SR et du VIH/SIDA diffusés à tous les niveaux 3. Textes en faveur de la SR et du VIH/SIDA appliqués 4. Budget alloué à la santé augmenté et décaissé; 5. Part du budget de la santé affecté à la SR rehaussé et décaissé 6. La pérennité de la gratuité des services et produits SR (Contraception, CPN, Césarienne, prise en charge des enfants 0-5 ans) est assurée 7. Financement pour la mise en œuvre du Plan National de Sécurisation des produits SR acquis
Produit	Assurer la disponibilité de la gamme des produits SR à sécuriser sur toute l'étendue du territoire	<ol style="list-style-type: none"> 1. La gamme des produits SR à sécuriser est disponible au niveau de tous les points de prestations de services 2. Les structures disposent des produits SR de qualité et de sources sûres

Eléments stratégiques	Objectifs stratégiques	Résultats Attendus
Secteur privé	Impliquer le secteur privé lucratif et non lucratif dans la mise en œuvre du plan stratégique de la sécurisation des produits SR	Interventions des ONG/Associations bien coordonnées
Utilisation des Services par les clients et la demande	Accroître la demande et l'utilisation des services de SR/PF	<ol style="list-style-type: none"> 1. Réduction progressive des besoins non satisfaits 2. Taux de prévalence contraceptive amélioré (méthodes modernes) 3. 75% des CSI organisent des consultations foraines 4. La DBC disponible et fonctionnelle dans 1680 villages 5. La gamme de produits contraceptifs selon le paquet d'activités défini par niveau est disponible dans toutes les formations sanitaires 6. 96 CSI amis des jeunes créés et fonctionnels 7. Tous les cas de référence en SR sont pris en charge à temps 8. Agents de santé formés en SR/PF dès la sortie de l'école y compris la SPSR 9. La sécurisation des produits SR est prise en compte dans les Normes et Procédures SR, la Feuille de route pour la réduction de la MM, le PNSR et le PDS
Capacité	Améliorer le fonctionnement et l'efficacité du cycle logistique afin que les produits SR de qualité soient disponibles sur le territoire national	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les capacités nationales en matière de prévision des produits SR sont renforcées 2. L'ONPPC assure régulièrement l'approvisionnement en produits SR 3. La SONIPHAR est pleinement fonctionnelle 4. Le contrôle de qualité des préservatifs et contraceptifs est effectif au plus tard en 2008 5. Système d'information et de gestion des données sur les produits SR est opérationnel 6. Capacités de différents acteurs renforcées
Suivi et Evaluation	Améliorer le système de suivi évaluation des activités relatives à la gestion des produits SR	<ol style="list-style-type: none"> 1. Informations fiables disponibles pour la prise de décision 2. Le Suivi et Evaluation systématique dans la gestion des produits SR est assuré 3. Tous les indicateurs des produits SR sécurisés sont collectés

SYNTHESE DU BUDGET

Le présent budget porte sur les activités à mettre directement en œuvre dans le cadre du présent plan stratégique. Cependant, certains coûts n'ont pas été inclus notamment les ressources humaines et d'autres coûts liés aux activités intégrées à d'autres programmes du Ministère de la santé.

BUDGET DU PLAN STRATEGIQUE PAR COMPOSANTE

Composante	Budget estimé	
	F CFA	\$ US
Contexte	262 561 364	525 123
Capital	203 750 000	407 500
Coordination	1 150 000	2 300
Engagement	507 722 645	1 015 445
Produit	3 395 952 259	6 791 905
Secteur privé	241 270 000	482 540
Demande et Utilisation des Services par les clients	16 118 404 978	32 236 810
Capacité	535 109 245	1 070 218
Suivi et évaluation	105 721 266	211 443
Plan de Suivi et Evaluation	246 000 000	492 000
TOTAL	21 617 641 757	43 235 284

1 USD = 500 FCFA

1. CONTEXTE

La sécurisation des produits pharmaceutiques en général et ceux relatifs à la santé de la reproduction en particulier a toujours été au centre des préoccupations des politiques sanitaires au Niger.

Ainsi, les « *Orientations stratégiques pour le développement sanitaire de la première décennie du 21ème siècle 2002 – 2011* », accordent une attention particulière à la Santé de la Reproduction et font ressortir la nécessité entre autres, de la « mise en place un système national d’approvisionnement en contraceptifs ».

Le « *Plan de Développement Sanitaire 2005-2010* », tout en relevant la forte mortalité maternelle et infantile comme problème sanitaire majeur au Niger, se propose de « renforcer les activités de santé de la reproduction » y compris une meilleure accessibilité des populations aux produits de santé de la reproduction.

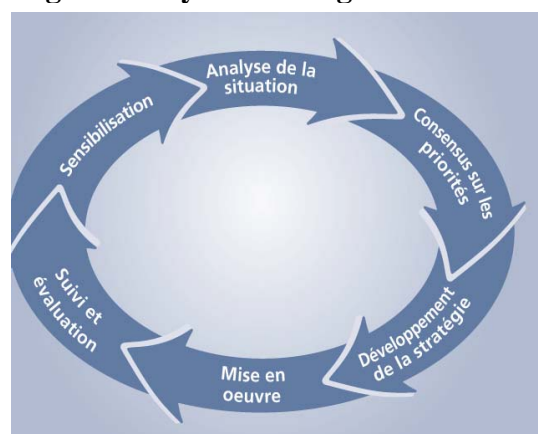
Lors de l’élaboration du « *Programme National de Santé de la Reproduction 2005-2009* » et des missions d’appui sur l’analyse situationnelle au Niger en 2005 réalisée par le Conseiller Régional CST de Dakar et en 2006 conjointement par le conseiller logistique régional de AWARE/RH à Accra et la Conseillère Régionale CST de Dakar en collaboration avec le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte Contre les Endémies du Niger, il est ressorti entre autres les constats suivants (i) un fonctionnement intermittent et inefficace du système d’approvisionnement des produits, (ii) une faiblesse au niveau de la capacité de gestion logistique et (iii) des ruptures fréquentes en produits de la Santé de la Reproduction..

Pour remédier à ces insuffisances, le Niger a sollicité l’assistance de ses partenaires tels que l’UNFPA (Equipe d’Appui Technique/Dakar et Bureau Niger), AWARE/RH et Health Policy Initiative (HPI), en vue de développer un plan stratégique national de sécurisation des produits de SR (SPSR).

Il s’agit d’un processus comprenant plusieurs phases (figure 1). En effet, après la phase de sensibilisation qui a consisté en un plaidoyer auprès des autorités et des partenaires en vue d’obtenir leur adhésion et leur soutien, un Comité National de SPSR au Niger a été mis en place pour aider un consultant national à conduire l’analyse de la situation. Les résultats de cette étude qui ont permis de déterminer les forces et les faiblesses du système de gestion logistique, ont été utilisés pour faire un consensus sur les priorités.

Après avoir fait le consensus sur les problèmes prioritaires et les opportunités, il s’agit maintenant d’élaborer un plan stratégique national de SPSR budgétisé en se basant sur les priorités consensuelles pour développer des stratégies, des objectifs spécifiques, des activités, etc. Les prochaines étapes consisteront en la mise en œuvre et au suivi et évaluation du plan.

Figure 1 : Cycle du Programme SPSR



2. ANALYSE DE LA SITUATION EN SR ET PRIORITES RETENUES

L'analyse de la situation a permis de relever des forces, des opportunités et des faiblesses dans chaque domaine selon la méthodologie RHCSAT.

2.1. Forces et opportunités

2.1.1. Forces

1. Existence d'une loi sur la santé de la reproduction élaborée et adoptée en juin 2006 (Loi N°2006-16 du 21 juin 2006) ;
2. Existence de l'Ordonnance N°88-89 du 7 avril 1988 et son décret d'application N°88-129/MSP/AS ;
3. Les médicaments essentiels, les réactifs et consommables médicaux sont exonérés de toutes taxes douanières ;
4. la publicité grand public sur les produits pharmaceutiques est interdite (arrêté N°0050/MSP/DPHL du 23 février 1998) et cette mesure permet de limiter la prolifération des médicaments de la rue, limite l'automédication, sécurise les populations utilisatrices etc.) ;
5. La liste nationale des médicaments essentiels existe et prend en compte l'essentiel des produits de la santé de la reproduction y compris les contraceptifs et Anti rétro viraux
6. Création d'un comité national chargé d'élaborer un plan national de sécurisation des produits de la SR et d'un comité technique en son sein ;
7. L'élaboration et l'adoption de documents tels que : le Plan de Développement Sanitaire du Niger pour la période 2005-2010, le Programme National de Santé de la Reproduction, la Feuille de route pour la réduction de la mortalité maternelle, etc.
8. la gratuité de certaines prestations de la SR (césariennes, les soins des enfants de 0 à 5 ans, la consultation pré natale, les préservatifs et les contraceptifs consacrée par les textes réglementaires ;
9. la création d'une ligne budgétaire spécifique pour l'achat des produits de la SR.

2.1.2. Opportunités

1. Existence d'un cadre de coordination et d'échanges entre le Ministère de la santé et les Partenaires Techniques et Financiers fonctionnel ;
2. Existence de l'ONPPC et des centrales d'achat pour la sécurisation des produits SR ;
3. Existence d'un système national d'information sanitaire qui a des démembrements dans tous les districts sanitaires avec des agents formes en technique de collectes de données et des équipements acceptables (radio BLU, logiciels de gestion EPI Info, le téléphone, supports de collectes et de suivi de données etc. ;
4. Existence d'un cadre informel de concertation entre le MSP, APSP, ONPPC, et CNO/MPCD sur le secteur pharmaceutique.
5. Existence de centres de conseils et d'écoute des jeunes et adolescents ;
6. Existence d'un programme de marketing social des préservatifs ;
7. Existence de centre de prise en charge des cas de fistules obstétricales ;
8. La capacité de stockage de l'ONPPC est adéquate pour contenir les quantités actuelles de produits aux niveaux Central, Régional ;
9. La distribution des produits contraceptifs est intégrée au circuit MEG.

2.2. Problèmes prioritaires par composante

Au-delà des points forts et opportunités, des faiblesses ont été relevées avec une série de recommandations qui ont servi de base de discussion et d'analyse au sein d'un atelier regroupant des acteurs multisectoriels et des bailleurs pour avoir un consensus sur les problèmes prioritaires :

2.2.1. Composante Contexte

- 1) Contexte socio culturel peu favorable à l'utilisation des produits et services de la SR (pronatalisme, statut de la femme, réticence de certains courants religieux à la SR, etc.) ;
- 2) Insuffisance de Vulgarisation des textes législatifs et réglementaires de la SR ;
- 3) Insuffisance dans l'application des textes législatifs et réglementaires de la SR ;
- 4) Existence d'un marché illicite de médicaments ;
- 5) Insuffisance des l'implication des communautés dans les questions de la SR.

2.2.2. Composante Capital

- 1) Le budget de l'Etat et des collectivités territoriales dégagé pour l'achat des produits SR ne couvre pas l'ensemble des besoins;
- 2) Les fonds mobilisés par les partenaires pour appuyer l'approvisionnement en produits SR ne sont pas encore bien coordonnés par l'Etat
- 3) Non disponibilité des informations spécifiques sur le financement des produits SR

2.2.3. Composante Coordination

- 1) Absence d'un cadre de coordination entre le MSP/LCE et les autres acteurs d'approvisionnement en produits SR.
- 2) Non fonctionnalité du cadre de partenariat entre le secteur public et le secteur privé

2.2.4. Composante Engagement

L'engagement politique n'est pas suffisamment traduit en actions concrètes sur le terrain

2.2.5. Composante Produit

- 1) La prolifération des produits d'origines et de qualité douteuses
- 2) Non respect des normes de distribution des produits SR par niveau de prestations
- 3) Ruptures fréquentes de stocks des produits SR
- 4) La non disponibilité de la gamme de produits SR pour une bonne prise en charge

2.2.6. Composante Secteur privé

- 1) Le secteur privé lucratif n'est pas suffisamment impliqué dans l'élaboration des stratégies SR ;
- 2) Le secteur privé non lucratif n'est pas suffisamment impliqué dans la mise en œuvre des activités SR ;
- 3) Les données statistiques du secteur privé sont difficilement accessibles au système national d'information sanitaire;
- 4) La collaboration entre les ONG/Associations elles mêmes et entre elles et le secteur public est insuffisante
- 5) Problème de Leadership et de coordination dans la mise en œuvre des stratégies SR du secteur public envers les ONG/associations

2.2.7. Composante Utilisation et demande des services par les clients

- 1) Existence de besoins non satisfaits en PF élevés
- 2) La faible accessibilité de la population aux services SR/PF, surtout des adolescents et des jeunes
- 3) Les normes en personnel ne sont pas respectées au niveau des formations sanitaires
- 4) Le système de référence et contre référence est peu développé.
- 5) Les agents de santé ne sont pas suffisamment formés en SR/PF.

2.2.8. Composante Capacité

- 1) L'estimation des besoins en produits SR n'est pas encore bien maîtrisée
- 2) L'ONPPC a une insuffisance des ressources pour assurer la sécurisation des produits SR
- 3) Faible capacité de la production locale en produits SR par la SONIPHAR
- 4) Le LANSPEX ne dispose pas de matériels et réactifs adéquats pour assurer le contrôle de qualité des préservatifs et des contraceptifs
- 5) Les normes de stockage ne sont pas respectées au niveau des formations sanitaires périphériques
- 6) Insuffisance du système d'information et de gestion des produits SR

2.2.9. Composante Suivi et Evaluation

- 1) Le mécanisme de suivi évaluation existant ne permet pas de générer les informations sur les produits SR pour une prise de décision;
- 2) La culture de suivi évaluation n'est pas encore une réalité dans le domaine de la gestion des produits SR
- 3) La multiplicité et l'absence d'harmonisation des outils de collecte de données ne permettent pas de recueillir des informations nécessaires sur les produits SR.

3. CADRE STRATEGIQUE

La stratégie globale proposée pour sécuriser les produits de Santé de la Reproduction au Niger s'inscrit dans un processus continu et à long terme, qui touche les différents domaines ou composantes tels que proposés dans l'outil **RHCSAT**.

3.1. But

Le but visé par le présent plan stratégique est que d'ici fin 2010:

Chaque femme et chaque homme au Niger peut choisir, obtenir et utiliser des produits de santé de la Reproduction de qualité chaque fois qu'il ou elle en manifeste le besoin.

3.2. Objectifs stratégiques par composante

Eléments stratégiques (Composantes)	Objectifs stratégiques
Contexte	Améliorer le contexte politique, institutionnel et socioculturel afin de créer un environnement favorable à la sécurisation des produits de santé de la reproduction.
Capital	Assurer le financement pérenne de la sécurisation des produits de SR
Coordination	Renforcer la coordination des interventions pour une sécurisation pérenne des produits de SR
Engagement	Poursuivre les efforts pour concrétiser les engagements pris en faveur de la SR à tous les niveaux
Produit	Assurer la disponibilité de la gamme des produits SR à sécuriser sur toute l'étendue du territoire
Secteur privé	Impliquer le secteur privé lucratif et non lucratif dans la mise en œuvre du plan stratégique de la sécurisation des produits SR
Utilisation des Services par les clients et la demande	Accroître la demande et l'utilisation des services de SR/PF
Capacité	Améliorer le fonctionnement et l'efficacité du cycle logistique afin que les produits SR de qualité soient disponibles sur le territoire national
Suivi et Evaluation	Améliorer le système de suivi évaluation des activités relatives à la gestion des produits SR

Les objectifs stratégiques tels que proposés ne sont pas isolés mais il s'agira de développer des actions faisant le lien entre «la logistique» sur laquelle l'accent est mis d'habitude, et tout ce qui doit être fait pour que les produits soient disponibles auprès des populations : le contexte, le capital, l'engagement, les produits, etc. ; le tout dans un cadre de coordination efficace.

Un accent particulier sera mis sur le suivi évaluation qui devra permettre de réajuster la mise en œuvre. Il s'agira particulièrement de mettre en place et faire fonctionner d'une manière efficace un dispositif de suivi évaluation du développement et de l'exécution du plan stratégique en sécurité des produits de Santé de la Reproduction.

3.3. Objectifs spécifiques et activités par composante

A partir des objectifs stratégiques, des objectifs spécifiques ont été identifiés et des activités sont proposées pour atteindre ces objectifs.

3.3.1. Composante Contexte

La prise en compte des opportunités et des problèmes ont permis de retenir trois (3) principaux objectifs spécifiques devant permettre de mobiliser les énergies et contribuer à lever les obstacles à l'accès des utilisateurs aux produits de santé de la reproduction.

Objectif stratégique : *Améliorer le contexte politique, institutionnel et socioculturel afin de créer un environnement favorable à la sécurisation des produits de santé de la reproduction.*

Problèmes prioritaires :

- Contexte socio culturel peu favorable à l'utilisation des produits et services de la SR (pronatalisme, statut de la femme, réticence de certains courants religieux à la SR, etc.) ;
- Insuffisance de Vulgarisation des textes législatifs et réglementaires de la SR ;
- Insuffisance dans l'application des textes législatifs et réglementaires de la SR ;
- Existence d'un marché illicite de médicaments ;
- Insuffisance des l'implication des communautés dans les questions de la SR.

Objectif spécifique 1: *s'assurer de l'intégration de la stratégie de sécurisation des Produits SR dans tous les documents de SR d'ici 2010.*

Depuis Mars 1995, la Politique pharmaceutique nationale faisait déjà du médicament un outil de promotion de la santé en général, de prévention et de la lutte contre la maladie en particulier. Par ailleurs le Plan de Développement Sanitaire 2005-2010 faisant de la réduction de la mortalité maternelle et infanto juvénile son objectif général, accorde une place privilégiée à la santé de la reproduction. Le Programme national de la santé de la reproduction 2005-2009 révèle des préoccupations en matière de couverture de soins obstétricaux et la persistance d'une faible prévalence contraceptive sans mettre en exergue de manière explicite la sécurisation des produits SR. C'est pourquoi la sécurisation des produits SR est indispensable pour la mise en œuvre des politiques et stratégies sanitaires.

Les principales activités à réaliser pour cet objectif spécifique sont:

Activité 1.1 : valider le Plan National de Sécurisation des Produits SR

Activité 1.2 : développer des outils de plaidoyer;

Activité 1.3 : élaborer et mettre en œuvre un plan de plaidoyer pour la SPSR

Objectif spécifique 2 : *Vulgariser la loi SR, la loi VIH/SIDA la loi pharmaceutique, et les différents textes sur la gratuité.*

« Nul n'est censé ignorer la Loi ». C'est là un principe fondamental de droit. Mais dans un pays où près de 80% de la population est analphabète, ce principe ne peut s'appliquer sans une vulgarisation de ces textes en français et en langues nationales pour leur bonne connaissance et leur application judicieuse dans l'espace nigérien par les sujets et bénéficiaires des droits prônés.

Les principales activités à réaliser pour cet objectif spécifique sont:

- Activité 2.1 :** Reproduire en 5000 exemplaires la loi SR, la loi VIH/SIDA la loi pharmaceutique, et les différents textes sur la gratuité ;
- Activité 2.2 :** Disséminer la loi SR, la loi pharmaceutique, la loi VIH/SIA et les différents textes sur la gratuité au niveau des formations sanitaires et à tous les sujets de droit.

Objectif spécifique 3 : *Acquérir l'adhésion des leaders d'opinion et des hommes en faveur de la SR/PF*

Au Niger, des contraintes socioculturelles limitent l'accès des populations aux soins. Ainsi, certains courants religieux ne sont pas favorables à la planification familiale, à la prévention des IST/VIH/SIDA, aux accouchements assistés par du personnel de santé masculin et à l'utilisation des méthodes contraceptives modernes. Pour changer ces attitudes et ces comportements, il est indispensable d'acquérir l'adhésion des leaders d'opinion et des hommes en faveur de la SR/PF.

Les principales activités à réaliser pour cet objectif spécifique sont:

- Activité 3.1 :** organiser des réunions de sensibilisation et de plaidoyer en faveur de la SR/PF auprès des différents groupes de leaders d'opinions : religieux, chefs coutumiers, groupements/coopératives
- Activité 3.2 :** organiser 25 séances de formation de trois jours pour 50 leaders d'opinions en SR/PF
- Activité 3.3 :** former 50 communicateurs des médias en SR/PF

3.3.2. Composante Capital

Objectif stratégique : *Assurer le financement pérenne de la sécurisation des produits SR.*

Problèmes prioritaires :

- Le budget de l'Etat et des collectivités territoriales dégagé pour l'achat des produits SR ne couvre pas l'ensemble des besoins;
- Les fonds mobilisés par les partenaires pour appuyer l'approvisionnement en produits SR ne sont pas encore bien coordonnés par l'Etat
- Non disponibilité des informations spécifiques sur le financement des produits SR

Objectif spécifique 1 : *Accroître de manière progressive (de 5% par an) l'apport du budget national et du budget des collectivités territoriales dans le financement des produits SR.*

Bien que les données recueillies lors de la collecte n'ont pas permis d'avoir une situation spécifique des financements des produits de la santé de la reproduction au Niger, il en est ressorti que le financement du Plan d'action de la santé (y compris les produits contraceptifs) reste largement tributaire des financements extérieurs. Dans le contexte de gratuité et dans le cadre de la mobilisation des ressources pour la réduction de la mortalité maternelle à travers l'outil « Reduce Alive », cet objectif vise à augmenter la part de l'état et des partenaires dans le financement des produits de santé de la reproduction.

Les principales activités à réaliser pour cet objectif spécifique sont:

Activité 1.1 : Faire l'état des lieux du financement des produits SR au niveau du pays

Activité 1.2 : Adapter l'outil de plaidoyer « Reduce Alive » pour la sécurisation des produits contraceptifs et des Kits CPN, Césarienne, Accouchement et AMIU

Activité 1.3 : Tenir une journée parlementaire sur l'outil « Reduce Alive » adapté

Activité 1.4 : Organiser une réunion de sensibilisation et de plaidoyer pour les membres du gouvernement sur la sécurisation des produits SR

Activité 1.5 : Tenir 265 ateliers de sensibilisation sur la sécurisation des produits SR à l'intention des élus locaux

Objectif spécifique 2 : *Renforcer le leadership de l'Etat et des collectivités territoriales dans la coordination des financements des produits SR*

L'analyse de la situation n'a pas permis d'avoir des données spécifiques sur les ressources financières allouées aux contraceptifs par source de financement et par année y compris en 2007. Ce qui traduit une coordination des financements des contraceptifs insuffisante dans le pays. Cet objectif vise à corriger cette insuffisance à travers l'élargissement du cadre actuel de concertation des PTFs du secteur de la santé aux autres acteurs impliqués dans la sécurisation des produits SR. Cela permettra une plus grande mobilisation et une utilisation coordonnée des ressources des partenaires.

Les principales activités à réaliser pour cet objectif spécifique sont:

- Activité 2.1 :** Elargir le cadre actuel de concertation des PTF au niveau national et au niveau décentralisé
- Activité 2.2 :** Inscrire la SPSR dans l'agenda des réunions avec les PTF
- Activité 2.3 :** Organiser une table ronde de mobilisation des ressources pour le financement du Plan stratégique pour la SPSR.

3.3.3. Composante Coordination

Objectif stratégique : *Renforcer la coordination des interventions pour une sécurisation pérenne des produits de la SR*

Problèmes prioritaires :

- Absence d'un cadre de coordination entre le MSP/LCE et les autres acteurs d'approvisionnement en produits SR.
- Non fonctionnalité du cadre de partenariat entre le secteur public et le secteur privé

Objectif spécifique 1 : *Créer et rendre fonctionnel un cadre de coordination entre le MSP et les autres acteurs impliqués dans l'approvisionnement et la distribution des produits SR (centrales d'approvisionnement, les pharmacies privées, ONG, cliniques privées, le Marketing social, etc.) d'ici fin 2007.*

L'analyse de la situation a mis en exergue une insuffisance de cadre formel de partenariat et de concertation entre les acteurs du secteur public et privé. En effet, il n'existe aucun cadre spécifique à la coordination des actions relatives à la SPSR notamment la gestion de la collecte des données en SR à tous les niveaux de la pyramide sanitaire. L'atteinte de cet objectif permettra donc de résoudre ce problème.

Les principales activités à réaliser pour cet objectif spécifique sont:

- Activité 1.1 :** Identifier les acteurs impliqués dans l'approvisionnement et la distribution des produits SR
- Activité 1.2 :** Elaborer un texte formalisant le cadre de coordination
- Activité 1.3 :** Définir le cadre de concertation et le type de collaboration entre les parties prenantes
- Activité 1.4 :** Tenir des réunions périodiques entre les représentants des secteurs publics et privés sur la base du cadre de partenariat existant

Objectif spécifique 2 : *Réviser l'arrêté 0041/MSP/LCE/DGSP/DSR du 23 Juin 2006 pour prendre en compte dans les attributions du comité l'aspect de mise en œuvre, suivi et évaluation du Plan de sécurisation des produits SR d'ici fin 2007.*

L'arrêté 0041/MSP/LCE/DGSP/DSR du 23 Juin qui a mis en place le comité National de Sécurisation n'a pas pris en compte l'aspect de mise en œuvre, de suivi et évaluation du Plan par ce comité. Au risque de créer un autre comité, il convient donc de réviser cet article pour prendre en compte ces aspects qui sont importants pour la mise en œuvre du plan.

Les principales activités à réaliser pour cet objectif spécifique sont:

Activité 1.1 : Plaidoyer pour la révision des attributions du comité

Activité 1.2 : Révision du texte

3.3.4. Composante Engagement

Objectif stratégique : *Poursuivre les efforts pour concrétiser les engagements pris en faveur de la SR à tous les niveaux*

Problème prioritaire :

L'engagement politique n'est pas suffisamment traduit en actions concrètes sur le terrain.

Objectif spécifique 1 : *Elaborer les textes complémentaires en faveur de la SR d'ici fin 2007.*

Les parlementaires du Niger ont eu à initier et faire voter une loi sur la Santé de la Reproduction en mai 2006 et une loi sur le VIH/SIDA en avril 2007. Ces lois traduisent l'engagement du Niger à se conformer aux normes de la communauté internationale relatives à la SR/PF. Cependant, il est reconnu qu'une loi ne change rien sans une série d'actions pour assurer une réelle mise en vigueur. C'est pourquoi l'élaboration des textes d'application est nécessaire.

La principale activité à réaliser pour cet objectif spécifique est:

Activité 1.1: Elaborer les textes d'application de la loi SR du 21 juin 2006 et de la loi sur le VIH/SIDA du 12 Mars 2007

Objectif spécifique 2 : *Vulgariser les textes d'application en faveur de la SR et du VIH/SIDA dès leur adoption*

«Nul n'est censé ignorer la loi» ; cependant, il arrive très souvent que des textes de loi ne soient pas connus du grand public et ni même du personnel de santé censés les appliquer. Pour remédier à cette situation et afin que les populations puissent jouir de leur droit à des services SR de qualité et assumer leurs obligations, les textes doivent être vulgarisés à tous les niveaux.

Les principales activités à réaliser pour cet objectif spécifique sont:

Activité 2.1 : Disséminer les textes relatifs à la SR et VIH/SIDA au niveau des structures concernées

Activité 2.2 : Assurer une large diffusion des textes en faveur de la SR et VIH/SIDA auprès de la population à travers les différents canaux de communication (y compris en langues nationales)

Objectif spécifique 3 : *Suivre l'application effective des textes en faveur de la SR et du VIH/SIDA dès le premier trimestre de l'année 2008.*

Le suivi de l'application des textes de droit permet aux gouvernants de s'assurer de la compréhension des citoyens des normes édictées par ces textes. C'est pourquoi le présent objectif qui renforce le précédent est indispensable à développer pour que les normes sociales soient connues et appliquées par tous et qu'elles puissent avoir force obligatoire dans la société.

La principale activité à réaliser pour cet objectif spécifique est:

Activité 3.1 : Organiser des missions périodiques de suivi évaluation de l'application des textes en faveur de la SR et du VIH/SIDA

Objectif spécifique 4 : *Contribuer à accroître le budget alloué à la santé de 7 à 15% et affecter 25% de ce budget de la santé à la SR à partir de 2008*

Pour marquer leur engagement à promouvoir le bien être des populations, les pays de la sous région dont le Niger se sont engagés à rehausser la part du budget de l'état alloué à la santé à au moins 15% du budget national. Vu la part importante que représente la SR dans la santé en général, il est souhaitable de revoir à la hausse la part du budget de la santé allouée à la SR.

Les principales activités à réaliser pour cet objectif spécifique sont:

Activité 4.1 : Développer des outils de plaidoyer en faveur du rehaussement du financement de la SR (recueillir des informations fiables et préparer un argumentaire solide)

Activité 4.2 : Organiser un plaidoyer auprès des décideurs politiques (Président de la République, Parlementaires, Gouvernement) pour une augmentation de l'enveloppe budgétaire du secteur de la santé

Objectif spécifique 5 : *Assurer la pérennité de la gratuité des services et produits SR qui sont gratuits*

Dans le cadre de la lutte contre la forte mortalité maternelle et néonatale, estimée être une des plus élevées du monde, l'état nigérien a consenti différentes gratuités dans la prise en charge de certains services et produits SR ; c'est ainsi que sont proclamés gratuits (i) la contraception, (ii) la césarienne, (iii) la consultation prénatale et (iv) la prise en charge des soins médicaux des enfants de moins de cinq ans. Pour préserver ces acquis très importants pour une population très pauvre et victime d'une forte mortalité maternelle et infantile, l'état doit étudier les possibilités de garantir leur pérennisation.

Les principales activités à réaliser pour cet objectif spécifique sont :

Activité 5.1 : Développer un plan de pérennisation du financement des différentes gratuités des prestations des services SR

Activité 5.2 : Organiser un plaidoyer auprès des décideurs politiques (Président de la République, Parlementaires, Gouvernement) pour la pérennisation de la gratuité des services et produits SR

Objectif spécifique 6 : *Mobiliser les ressources nécessaires pour la mise en œuvre du plan de sécurisation des produits SR.*

Pour couronner ses efforts dans la lutte contre la forte mortalité maternelle à travers une sécurisation de produits essentiels en SR sur toute l'étendue du territoire nigérien, objet de ce Plan Stratégique, l'état devra mobiliser ses partenaires pour assurer la mise en œuvre des activités et la disponibilité des produits sur toute la durée du plan.

Les principales activités à réaliser pour cet objectif spécifique sont:

Activité 6.1 : Poursuivre le plaidoyer pour le financement du plan ;

Activité 6.2 : Organiser une table ronde des PTF autour du plan de sécurisation des produits SR en vue de la mobilisation des ressources nécessaires pour sa mise en œuvre

3.3.5. Composante Produit

Objectif Stratégique : *Assurer la disponibilité de la gamme des produits SR à sécuriser sur toute l'étendue du territoire*

Problèmes prioritaires :

- La prolifération des produits d'origines et de qualité douteuses
- Non respect des normes de distribution des produits SR par niveau de prestations
- Ruptures fréquentes de stocks des produits SR
- La non disponibilité de la gamme de produits SR pour une bonne prise en charge

Objectif Spécifique 1: *Assurer la disponibilité continue de la gamme des produits SR à sécuriser sur toute l'étendue du territoire national de 2007 à 2010*

L'analyse de la situation a fait ressortir des ruptures de stocks fréquentes et prolongées des produits contraceptifs et des produits SONU. Dans le contexte d'une faible capacité de production locale de ces produits, l'état doit prendre toutes les dispositions pour mettre en place un système logistique performant afin d'éviter les ruptures.

Les principales activités à réaliser pour cet objectif spécifique sont:

- Activité 1.1 :** Mener une étude sur les ruptures de stocks en produits SR (outil CEIL = Outil d’Evaluation des Indicateurs de la Logistique)
- Activité 1.2 :** Former les agents en gestion de stock ;
- Activité 1.3 :** Faire un plaidoyer du MSP et Ministère des finances pour régulariser à temps les frais des soins engagés dans le cadre de la gratuité des soins ;
- Activité 1.4 :** Doter les formations sanitaires en produits SR selon les normes
- Activité 1.5 :** 5 Appliquer la convention Etat/ONPPC pour l’approvisionnement en produits SR

Objectif Spécifique 2 : *Améliorer le système d’approvisionnement des produits SR à sécuriser pour lutter contre le marché illicite*

L’analyse de la situation a démontré que la non disponibilité des produits contraceptifs et des produits SONU a amené certains prestataires à s’approvisionner au niveau des vendeurs ambulants et au niveau de certains dépôts de médicaments non agréés dont la qualité des produits n’est pas garantie. Afin d’assurer la disponibilité des produits de qualité à tous les niveaux et à tout moment, il est indispensable de sensibiliser les populations sur les sources agréées d’approvisionnement en produits SR, les dangers des marchés illicites et des médicaments contrefaits..

Les principales activités à réaliser pour cet objectif spécifique sont:

- Activité 2.1 :** Constituer une banque des données sur les sources d’approvisionnement agréées;
- Activité 2.2 :** Diffuser l’information auprès des services de santé ;
- Activité 2.3 :** Coordonner le processus d’approvisionnement en produits SR;
- Activité 2.4 :** Sensibiliser la population et les agents sur le danger des marchés illicites et des médicaments contrefaits;
- Activité 2.5 :** Faire un contrôle systématique de la qualité des produits SR

3.3.6. Composante Secteur Privé

Objectif stratégique : *Impliquer le secteur privé lucratif et non lucratif dans la mise en œuvre du plan stratégique de la sécurisation des produits SR.*

Problèmes prioritaires :

- Le secteur privé lucratif n’est pas suffisamment impliqué dans l’élaboration des stratégies SR ;
- Le secteur privé non lucratif n’est pas suffisamment impliqué dans la mise en œuvre des activités SR ;
- Les données statistiques du secteur privé sont difficilement accessibles au système national d’information sanitaire;
- La collaboration entre les ONG/Associations elles mêmes et entre elles et le secteur public est insuffisante
- Problème de Leadership et de coordination dans la mise en œuvre des stratégies SR du secteur public envers les ONG/associations

Objectifs spécifique 1 : Redynamiser le cadre de partenariat entre le secteur public et le secteur privé pour la sécurisation des produits SR

Malgré leur développement au cours de ces dernières années, les activités du secteur privé dans le domaine de la santé en général et sur la SR en particulier ne sont pas suffisamment connues et coordonnées. Cet objectif vise à rendre effectif le partenariat entre le secteur public et le secteur privé à travers la formalisation des cadres d'échanges existants et une plus grande implication des acteurs du privé dans le développement et la mise en œuvre des actions relatives à la sécurisation des produits SR.

Les principales activités à réaliser pour cet objectif spécifique sont:

- Activité 1.1 :** Tenir régulièrement des réunions d'échanges entre les ONG/Associations du secteur privé ;
- Activité 1.2 :** Recueillir les données statistiques du secteur privé lucratif sur la base des supports révisés
- Activité 1.3 :** Développer la contractualisation des prestations SR entre les ONG/Associations et le secteur public
- Activité 1.4 :** Organiser les ONG/associations intervenant en SR en réseau
- Activité 1.5 :** Coordonner les interventions des ONG/Associations intervenant en SR
- Activité 1.6 :** Suivi des interventions (pour tout le volet suivi/évaluation, voir la composante S/E)

Objectif spécifique 2 : *Opérationnaliser le système national d'information sanitaire au niveau du secteur privé d'ici fin 2008*

Malgré diverses activités menées dans le domaine de la SR par les structures privées, leurs données ne sont pas suffisamment prises en compte dans le calcul de la couverture et autres statistiques sanitaires. Cet objectif vise à rendre disponibles les données de ce secteur à travers le renforcement de ses capacités dans le domaine et le renforcement du partenariat avec le secteur public.

Les principales activités à réaliser pour cet objectif spécifique sont:

- Activité 2.1 :** Former les agents du secteur privé
- Activité 2.2 :** Doter les structures du secteur privé en supports de collecte des données suffisants
- Activité 2.3 :** Assurer la transmission des données
- Activité 2.4 :** Faire la rétro - information
- Activité 2.5 :** Suivi évaluation

3.3.7. Composante Utilisation et demande des services par les clients

Objectif stratégique : *Accroître la demande et l'utilisation des services de SR/PF*

Problèmes prioritaires :

- Existence de besoins non satisfaits en PF élevés
- La faible accessibilité de la population aux services SR/PF, surtout des adolescents et des jeunes
- Les normes en personnel ne sont pas respectées au niveau des formations sanitaires
- Le système de référence et contre référence est peu développé.
- Les agents de santé ne sont pas suffisamment formés en SR/PF.

Objectif spécifique 1 : *Réduire chaque année de 5% le taux des besoins non satisfaits en PF d'ici 2010*

L'analyse secondaire de l'EDSN du Niger a révélé un taux de besoins non satisfaits en PF à environ 22%. Face à cette situation, le plan de sécurisation des produits SR se propose d'une part de mettre à la portée de toutes les clientes éventuelles en PF, la gamme des produits contraceptifs de qualité et d'autre part, amener les leaders coutumiers, religieux et élus locaux à adhérer et à promouvoir l'utilisation des services SR.

Les principales activités à réaliser pour cet objectif spécifique sont:

- Activité 1.1 :** Organiser des plaidoyers auprès des leaders religieux, coutumiers et Elus locaux
- Activité 1.2 :** Sensibiliser les hommes à travers des prêches (leaders religieux) et des réunions de villages /quartiers (chefs traditionnels et Elus locaux)
- Activité 1.3 :** Sensibiliser les femmes à travers des prêches (leaders religieuses) et des réunions de villages / quartiers (Paires éducatrices, relais communautaires)
- Activité 1.4 :** Sensibiliser les agents de santé sur les besoins non satisfaits en PF et sur l'accueil des clients

Objectif spécifique 2 : *Amener 75% des CSI à organiser des consultations foraines d'ici 2010*

La couverture sanitaire du Niger est estimée à 49,8%. Pour atteindre les populations vivant dans des zones isolées, des formations périphériques doivent envisager d'approcher les offres de services des populations par des activités de proximité dites activités foraines prenant en compte le volet SPSR.

Les principales activités à réaliser pour cet objectif spécifique sont:

- Activité 2.1 :** Doter les CSI en personnel selon les normes (redéploiement du personnel)
- Activité 2.2 :** Renforcer la logistique au niveau des CSI

Objectif spécifique 3 : *Créer et/ou redynamiser la DBC dans 10 villages par an et par DS d'ici 2010*

83,7 % de la population du Niger vit en milieu rural. Face à la faible couverture sanitaire, un système de services à base communautaire permettrait d'atteindre les populations dans les zones les plus reculées et de ce fait contribuer à une meilleure accessibilité des populations aux produits SR.

Les principales activités à réaliser pour cet objectif spécifique sont:

- Activité 3.1 :** Faire l'état des lieux de la DBC
- Activité 3.2 :** Former les agents de santé des CSI en DBC y compris la SPSR
- Activité 3.3 :** Former les agents de DBC y compris la SPSR
- Activité 3.4 :** Equiper les sites de DBC
- Activité 3.5 :** Assurer le suivi des agents de DBC

Objectif spécifique 4 : *Assurer la disponibilité de la gamme de produits contraceptifs selon le paquet d'activités défini par niveau dans 100% des formations sanitaires*

La qualité des services en matière de planification familiale implique le choix éclairé du client. La non disponibilité de toute la gamme de produits contraceptifs et les ruptures fréquentes de stocks, limite le choix des clients. Pour assurer la qualité des services, il est indispensable de s'assurer que toute la gamme des méthodes contraceptives est disponible aux points de prestations SR.

Les principales activités à réaliser pour cet objectif spécifique sont:

- Activité 4.1 :** Former les agents de santé en technologies contraceptives
- Activité 4.2 :** Doter les formations sanitaires en kits (mallettes PF, Kits d'insertion et retrait DIU et Implant)
- Activité 4.3 :** Suivre les activités de PF et la gestion des contraceptifs

Objectif spécifique 5 : *Créer 3 CSI amis des jeunes par région et par an d'ici 2010*

Les jeunes de moins de 25 ans constituent une frange importante de la population du Niger (70%). Cependant, le système sanitaire n'a pas prévu suffisamment de structures sanitaires d'accueil des jeunes. De ce fait, les jeunes ont des difficultés à se rendre dans les services de santé de peur de rencontrer leurs parents. C'est ainsi que des prestataires de CSI sont formés à faire face aux besoins spécifiques de jeunes en matière de SSR. Dans le cadre de la sécurisation des produits SR, cette action est à renforcer.

Les principales activités à réaliser pour cet objectif spécifique sont:

- Activité 5.1 :** Former les agents de santé des CSI en SSRJA
- Activité 5.2 :** Former les pairs éducateurs en SSRJA et en Life Skills
- Activité 5.3 :** Doter les CSI amis des jeunes en supports éducatifs/ en kit IST
- Activité 5.4 :** Suivre les activités relatives à la SSRJA

Objectif spécifique 6 : *Renforcer le système de référence et contre référence dans 100% des DS d'ici 2010*

Dans la plupart des pays d'Afrique Subsaharienne et particulièrement au Niger, le système de référence contre référence présente des insuffisances. En effet, moins de 50% des populations ont un accès facile (moins de 5km) aux structures sanitaires et il n'existe pratiquement pas de moyens de transport adéquat (ambulance) pour assurer le transport des patientes dans les centres de référence après une décision d'évacuation.

Les principales activités à réaliser pour cet objectif spécifique sont:

Activité 6.1 : Evaluer les deux expériences en cours dans les DS de Ouallam et Dosso

Activité 6.2 : Tenir un atelier d'harmonisation

Activité 6.3 : Standardiser les supports de référence et contre référence

Activité 6.4 : Suivre et évaluer le système de référence et contre référence

Objectif spécifique 7 : *Renforcer les compétences de 50% des agents de santé par formation sanitaire en SR/PF d'ici 2010*

Le taux d'utilisation des structures sanitaires est faible à cause, notamment de l'insuffisance des activités de sensibilisation, du mauvais accueil des prestataires et surtout de leur manque de compétence dans le domaine de la SR. La réalisation des activités dans le cadre de l'atteinte de cet objectif permettra donc d'améliorer progressivement la compétence des prestataires et partant le taux d'utilisation des structures sanitaires en matière de SR.

Les principales activités à réaliser pour cet objectif spécifique sont:

Activité 7.1 : Faire une évaluation des besoins de formation

Activité 7.2 : Former 100 formateurs dans les domaines en SR/PF (SONU, CPN, PTME, PF)

Activité 7.3 : Former 200 agents de santé en SR/PF par an

Activité 7.4 : Suivre/évaluer les agents formés en SR/PF

Objectif spécifique 8 : *Intégrer la SR/PF dans les curricula de formation de base des agents de santé en tenant compte de la vision actuelle de la SR/PF y compris la sécurisation des produits SR d'ici 2010*

Le concept de SR est encore nouveau au Niger et dans la plupart des pays d'Afrique. Les curricula de formations étant dans la majorité des cas plus anciens que ce concept, ils ne prennent pas en compte tous les aspects de la SR dans leur programme.

La principale activité à réaliser pour cet objectif spécifique est :

Activité 8.1 : Mettre à jour les curricula de formation en prenant en compte les SONU, la PTME, la CPN recentrée et la PF

Objectif spécifique 9 : *Intégrer la sécurisation des produits SR dans 4 documents (les Normes et Procédures SR, la Feuille de route pour la réduction de la MM, le PNSR et le PDS)*

La plupart des documents de référence en SR déjà élaborés ne prennent pas en compte la sécurisation des produits de santé de la reproduction qui pourtant est nécessaire pour assurer que chaque personne puisse choisir, obtenir et utiliser des produits de SR de qualité chaque fois qu'elle en manifeste le besoin. Il est donc important que des actions soient menées dans le sens de la révision de ces documents pour intégrer cette composante.

Les principales activités à réaliser pour cet objectif spécifique sont:

Activité 9.1 : Mettre à jour les documents Normes et Procédures SR en prenant en compte la sécurisation des produits SR

Activité 9.2 : Mettre à jour le PNSR pour intégrer la sécurisation des produits SR

Activité 9.3 : Mettre à jour la Feuille de Route pour la RMM pour intégrer la sécurisation des produits SR

Activité 9.4 : Intégrer la sécurisation des produits SR dans le prochain PDS

3.3.8. Composante Capacité

Objectif stratégique : *Améliorer le fonctionnement et l'efficacité du cycle logistique afin que les produits SR de qualité soient disponibles sur le territoire national*

Problèmes prioritaires :

- L'estimation des besoins en produits SR n'est pas encore bien maîtrisée
- L'ONPPC a une insuffisance des ressources pour assurer la sécurisation des produits SR
- Faible capacité de la production locale en produits SR par la SONIPHAR
- Le LANSPEX ne dispose pas de matériels et réactifs adéquats pour assurer le contrôle de qualité des préservatifs et des contraceptifs
- Les normes de stockage ne sont pas respectées au niveau des formations sanitaires périphériques
- Insuffisance du système d'information et de gestion des produits SR

Objectif spécifique 1 : *Renforcer les capacités nationales en matière de prévision de produits SR d'ici 2008*

Les méthodes de prévision des besoins ne sont pas bien maîtrisées à tous les niveaux de la pyramide sanitaire. En outre, le système d'information pour la gestion logistique présente des insuffisances qui font que les données de consommation, pourtant nécessaires à une bonne prévision, ne sont pas toujours disponibles.

Les principales activités à réaliser pour cet objectif spécifique sont:

- Activité 1.1:** Organiser deux fois par an une réunion d'estimation des besoins regroupant les structures impliquées dans l'approvisionnement des produits SR (la DSR, DPHL/PT, l'ONPPC, les Centrales Privées, le Marketing, les partenaires, les ONG/Associations ;
- Activité 1.2:** Former 20 formateurs sur l'estimation des besoins et la maîtrise des outils de prévision des produits SR ;
- Activité 1.3:** Former 752 acteurs au niveau régional (8 SPIS, 42 CSE, 48 Gérants de pharmacie populaire, 600 chefs CSI, 42 gérants pharmacie hôpital de district, 6 gérants de pharmacies des hôpitaux nationaux et maternités de références, 6 Gérants de pharmacies des CHR) ;
- Activité 1.4:** Prendre en compte l'estimation des besoins dans le cadre des supervisions intégrées pour s'assurer de l'appropriation des outils utilisés

Objectif spécifique 2 : *Rendre l'ONPPC pleinement fonctionnel pour lui permettre de remplir sa mission de sécurisation des produits de la SR d'ici fin 2008*

L'ONPPC qui est la Centrale d'Achat Publique chargée de la gestion médicaments essentiels y compris les produits de la Santé de la reproduction, doit avoir les capacités requises pour bien mener la mission qu'on lui a confiée et pour cela, un renforcement des capacités de tous les gestionnaires de stock de l'ONPPC pour une meilleure rentabilité doit être effectué.

Les principales activités à réaliser pour cet objectif spécifique sont:

- Activité 2.1 :** former et recycler 16 agents des magasins de l'ONPPC au niveau central et régional impliqué dans la gestion des stocks
- Activité 2.2 :** organiser 2 réunions au niveau central et 9 réunions de coordination de zone par an;
- Activité 2.3 :** Mener 6 supervisions du niveau central vers les zones et 12 supervisions des zones vers les pharmacies populaires.

Objectif spécifique 3 : *Appuyer la SONIPHAR (Société Nigérienne de Pharmacie) dans sa mission de production locale des produits d'ici 2008*

La SONIPHAR est une société d'économie mixte dont le capital est à 50% détenu par l'Etat du Niger. Cette société a des arriérés de plus de 3 milliards de FCFA qui l'empêchent de fonctionner correctement et augmenter la gamme de ses produits. Cet objectif vise donc à renforcer la capacité financière et humaine pour exécuter ses activités.

La principale activité à réaliser pour cet objectif spécifique est :

- Activité 3.1 :** Mener le plaidoyer en faveur :
- de la viabilité financière de la SONIPHAR,
 - de l'élaboration et l'exécution du plan d'apurement des arriérés de la SONIPHAR
 - l'exemption des impôts et taxes de la SONIPHAR durant au moins deux ans
 - du renforcement de la SONIPHAR en personnel qualifié pour la production locale ;

Objectif spécifique 4 : *Assurer les contrôles de qualité des préservatifs et contraceptifs par le LANSPEX (Laboratoire National de Santé Publique et d'Expertise).*

Le laboratoire LANSPEX (Laboratoire National de Santé Publique et d'Expertise) n'a pas la capacité de faire le contrôle de qualité des denrées, des produits pharmaceutiques, notamment les produits contraceptifs et des préservatifs conformément à la réglementation en vigueur. Le local n'est pas approprié pour les activités et a besoin de réhabilitation. Les matériels et réhabilitation demandés ici concernent essentiellement le contrôle des contraceptifs et préservatifs.

Les principales activités à réaliser pour cet objectif spécifique sont:

- Activité 4.1 :** Acquérir les matériels pour le contrôle de qualité des préservatifs et contraceptifs
- Activité 4.2 :** Réhabiliter les locaux du LANSPEX pour l'installation du matériel de contrôle des préservatifs et contraceptifs
- Activité 4.3 :** Doter le LANSPEX de réactifs et substances de référence en rapport avec les préservatifs et contraceptifs
- Activité 4.4 :** Poursuivre la formation du personnel en contrôle de qualité des ARV, des préservatifs et des contraceptifs
- Activité 4.5 :** Amener les importateurs à faire contrôler tous les produits importés par le LANSPEX
- Activité 4.6 :** Assurer le contrôle de qualité des préservatifs et contraceptifs

Objectif spécifique 5 : *Rendre opérationnel le système national d'information et de gestion des données sur les produits SR d'ici 2008*

L'objet visé est de savoir comment réduire les systèmes parallèles de collecte de données et renforcer le rôle du SNIS par rapport à la collecte de données. En effet, il faut éviter que le même agent de santé face la même chose plusieurs fois (collecter les données pour plusieurs demandeurs). Les programmes ne doivent collecter que les données complémentaires à celles collectées par le SNIS.

Les principales activités à réaliser pour cet objectif spécifique sont:

- Activité 5.1 :** Réviser les supports de collecte des données sur les produits SR en collaboration avec le SNIS
- Activité 5.2 :** Reproduire et disséminer les supports de collecte des données sur les produits SR
- Activité 5.3 :** Mettre en place une cellule de collecte et de traitement de données sur les produits SR au niveau de la DSR
- Activité 5.4 :** Doter la cellule et points focaux régionaux SR en matériels
- Activité 5.5 :** Définir un mécanisme de collecte de données en collaboration avec le SNIS
- Activité 5.6 :** Assurer le suivi des activités SR

Objectif spécifique 6 : *Renforcer les capacités des différents acteurs tant au niveau public que privé en gestion de stock de produits SR d'ici 2008*

Tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement ne maîtrisent pas la gestion des stocks des produits de SR. A ce jour, il n'existe pas suffisamment de supports de collecte de données pour remonter l'information des CSI vers les districts et puis le niveau central.

Les principales activités à réaliser pour cet objectif spécifique sont:

Activité 6.1 : Former et/ou recycler 852 agents (752 du secteur public et 100 du secteur privé) en matière de gestion des stocks

Activité 6.2 : Doter les acteurs des outils nécessaires à la gestion des stocks

Activité 6.3 : Prendre en compte la gestion des stocks lors des supervisions

3.3.9. Composante Suivi et Evaluation

Objectif stratégique : *Améliorer le système de suivi évaluation des activités relatives à la gestion des produits SR*

Problèmes prioritaires :

- Le mécanisme de suivi évaluation existant ne permet pas de générer les informations sur les produits SR pour une prise de décision;
- La culture de suivi évaluation n'est pas encore une réalité dans le domaine de la gestion des produits SR
- La multiplicité et l'absence d'harmonisation des outils de collecte de données ne permettent pas de recueillir des informations nécessaires sur les produits SR.

Objectif spécifique 1 : *Mettre en place un mécanisme de Suivi évaluation permettant une prise de décision pour la gestion des produits SR*

La sécurisation des Produits SR dépend d'une bonne information sur les stocks, sur l'utilisation des produits, en un mot sur la gestion logistique des produits. Un bon système de Suivi Evaluation établira la remontée des informations et un feed back permettant à tous les acteurs de prendre des discussions responsables pour une bonne gestion du système, d'où l'importance du suivi Evaluation dans les processus de sécurisation des produits SR.

La principale activité à réaliser pour cet objectif spécifique est:

Objectif spécifique 2 : *Instituer une culture de Suivi et Evaluation dans le domaine de la gestion des produits SR*

Le Suivi Evaluation, d'une façon générale n'est pas systématique dans le système de santé pour plusieurs raisons dont (i) le manque ou l'insuffisance de la formation des acteurs en Suivi Evaluation et (ii) l'insuffisance des ressources financières et logistiques. La sécurisation des produits de SR étant tributaire du Suivi Evaluation, le présent Plan voudrait contribuer à former les responsables en Suivi Evaluation, en supervision formative et élaborer un manuel de procédures de gestion des produits SR.

Les principales activités à réaliser pour cet objectif spécifique sont :

- Activité 2.1 :** Former les responsables en suivi&évaluation au niveau national, régional et district (150) 3/région, 2/district, 12 MSP, 30/secteur privé
- Activité 2.2 :** Former les responsables en supervision formative
- Activité 2.3 :** Elaborer un manuel de procédures de gestion des produits SR

Objectif spécifique 3 : *Assurer la prise en compte des indicateurs relatifs aux produits SR sécurisés dans les outils harmonisés de collecte des données*

Assurer la prise en compte des indicateurs relatifs aux produits SR sécurisés dans les outils harmonisés de collecte de données. L'analyse de la situation a montré que le système national d'information sanitaire ne tient pas suffisamment compte des indicateurs relatifs aux produits SR, alors que la remontée des informations à travers des indicateurs harmonisés tenant en compte les produits SR est indispensable pour une bonne gestion des produits SR.

Les principales activités à réaliser pour cet objectif spécifique sont:

- Activité 3.1 :** Organiser un atelier de consensus sur les indicateurs clefs des produits SR à sécuriser
- Activité 3.2 :** Prendre part au processus de d'harmonisation des outils de collecte de données du SNIS
- Activité 3.3 :** Réviser/adapter les supports de collecte des données sur les produits SR par la cellule de suivi évaluation de la DSR
- Activité 3.4 :** Reproduire et disséminer les supports de collecte de données sur les produits SR

4. BUDGET

Les présentes estimations budgétaires n'ont pas pris en compte les ressources humaines nécessaires ni certains coûts liés aux activités intégrés du système de santé. Au-delà des composantes, l'aspect achat des contraceptifs a été ressorti pour une meilleure visibilité des montants. La synthèse du budget peut se résumer par composante suivant le tableau ci-après :

Composante	Budget estimé	
	F CFA	\$ US
Contexte	262 561 364	525 123
Capital	203 750 000	407 500
Coordination	1 150 000	2 300
Engagement	507 722 645	1 015 445
Produit	3 395 952 259	6 791 905
Secteur privé	241 270 000	482 540
Demande et Utilisation des Services par les clients	16 118 404 978	32 236 810
Capacité	535 109 245	1 070 218
Suivi et évaluation	105 721 266	211 443
Plan de Suivi et Evaluation	246 000 000	492 000
TOTAL	21 617 641 757	43 235 284

1\$ = 500 FCFA

5. SUIVI EVALUATION DU PLAN

Il s'agit de mettre en place et faire fonctionner d'une manière efficace un dispositif de suivi évaluation de l'exécution du plan stratégique national pour la sécurisation de l'approvisionnement des produits contraceptifs.

3.4. Mécanismes de suivi

Le suivi sera assuré à travers les visites de terrain, les réunions périodiques, les rapports d'activités, les revues et éventuellement les enquêtes. Les différents organes responsables du suivi sont :

Au niveau central

- suivis semestriels
- réunions de coordination et de concertation périodique avec tous les acteurs

Niveau régional

- suivis semestriels
- réunion de coordination avec les Districts Sanitaires

Niveau district

- réunions mensuelles
- monitoring des activités

3.5. Indicateurs de suivi

En vue de suivre la mise en œuvre du plan au niveau opérationnel, il faudrait déterminer les indicateurs qui permettront d'apprécier le déroulement de l'exécution des activités.

Indicateurs de processus

- Activités de plaidoyer en faveur du rehaussement du financement de la SR réalisées
- Activités de plaidoyer en faveur de la pérennisation de la gratuité des services et produits SR gratuits réalisées
- Nombre de ruptures de stock de produits SR observé
- Nombre d'agents de santé formés en gestion des stocks
- % des structures approvisionnées en produits SR selon les normes
- % de services de santé disposant de l'information sur les sources d'approvisionnement agréées
- Nombre de formateurs formés dans les différents domaines de SR/PF
- Nombre de médecins/infirmiers/sages femmes formés en SR/PF
- Normes et Procédures SR intégrant la SPSR disponible
- Feuille de Route pour la RMM intégrant la SPSR disponible
- Nombre de formateurs formés en estimation des besoins
- Les supports de collecte de données sur la SR disponibles à tous les niveaux
- Cellule de collecte et traitement de données mise en place à la DSR
- % des indicateurs clefs des produits SR pris en compte par le SNIS
- Un manuel de procédures de gestion des produits SR disponible

Indicateurs de résultats

- Proportion de structures estimant les besoins selon les normes
- Nombre des documents ayant intégré la SPSR
- Proportion des agents formés/recyclés en SR/PF par structure
- Les produits SR non gratuits disponibles à tous les points de prestations de l'ONPPC (dépôts et pharmacies populaires)
- Les produits SR gratuits disponibles au niveau de tous les dépôts de districts
- % des DS ayant un système de référence et contre référence fonctionnel
- % de formations sanitaires disposant de la gamme de produits contraceptifs selon le paquet d'activités défini par niveau
- % de la population qui connaisse les textes d'application des lois SR et VIH/SIDA
- Proportion de structures intégrant les dispositions des textes d'application dans leur processus de planification
- Pourcentage du budget de l'Etat affecté à la santé et décaissé
- Pourcentage du budget de la santé affecté à la SR et décaissé
- Contraception, CPN, Césarienne, prise en charge des enfants 0-5 ans gratuits jusqu'en 2010
- Proportion de fonds mobilisés par l'état et ses partenaires pour le financement du plan
- Table ronde des PTF tenue
- % de structures ayant connu des ruptures de stock
- % de produits ayant connu de ruptures de stock aux points des prestations de services
- Taux en besoins non satisfaits des méthodes modernes
- Taux de prévalence contraceptive

6. PLAN DE MISE EN OEUVRE

COMPOSANTE : CONTEXTE

OBJECTIF STRATEGIQUE : Améliorer le contexte politique, institutionnel et socio culturel afin de créer un environnement favorable à la sécurisation des produits SR

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Période				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			2007	2008	2009	2010				
La sécurisation des produits SR est prise en compte dans tous les documents nationaux (PDS, PNP, PNSR, etc.)		La stratégie SPSR est intégrée dans tous les documents nationaux de la SR								
	Activité 1.1 : Valider le Plan Stratégique National de Sécurisation des Produits SR	Atelier de validation tenu	T2				DSR	6 800 000		
	Activité 1.2 : Développer les outils de plaidoyer (argumentaire)	Outils de plaidoyer en faveur de la SPSR disponibles	T3				DSR/COMITE SPSR	1 000 000		
	Activité 1.3 Elaborer et mettre en œuvre un plan de plaidoyer pour la SPSR	Nombre d'activités de plaidoyers menés	T3-T4	T1			DSR/COMITE SPSR	1 000 000		
La loi SR, la loi pharmaceutique, la loi VIH/SIDA, et les différents textes sur la gratuité sont vulgarisés au niveau de toutes les structures	Activité 2.1 : Reproduire en 5000 exemplaires la loi SR, la loi VIH/SIDA la loi pharmaceutique, et les différents textes sur la gratuité	% des structures sanitaires qui disposent d'une copie de la loi								
		% des structures qui appliquent les dispositions de ces lois								
		Pourcentage de textes vulgarisés								
		Nombre de textes vulgarisés								
		Nombre d'exemplaires des lois produites	T3				DSR	3 150 000		

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Période				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			2007	2008	2009	2010				
	Activité 2.2: Disséminer la loi SR, la loi pharmaceutique, la loi VIH/SIDA et les différents	Nombre d'activités de dissémination menées à tous les niveaux.	T4	T1-T4	T1-T4	T1-T4	DGSP/DLC/COMITE SPSR	19 111 364		
L'adhésion des leaders d'opinions et les hommes en faveur de la SR/PF est acquise	textes sur la gratuité au niveau des formations sanitaires et à tous les sujets de droit.	% structure ayant bénéficié d'information sur les lois SR, la VIH/SIDA, pharmaceutique, et les différents textes sur la gratuité								
		tendance des déclarations publiques des leaders d'opinions par rapport à la SR/PF								
		tendance des témoignages publics des hommes par rapport à la SR/PF								
	Activité 3.1 Organiser des réunions de sensibilisation et de plaidoyer en faveur de la SR/PF auprès des différents groupes de leaders d'opinions : religieux, chefs coutumiers, groupements/coopératives	Nombre des réunions de sensibilisation et de plaidoyer en faveur de la SR/PF auprès des différents groupes de leaders d'opinions tenues		T2-T4			DSR	189 000 000		
	Nombre de leaders touchés sur le nombre de leaders ciblés									
	Activité 3.2 organiser 25 séances de formation de trois jours pour 50 leaders d'opinions en SR/PF	Nombre de mesures/décisions prises par les leaders en faveur de la SR								
	Activité 3.3. former 50 communicateurs des médias en SR/PF	Nombre de leaders d'opinions formés en SR/PF		T2-T4			DSR/COMITE SPSR	37 500 000		
		Nombre de communicateurs formés		T2-T4			DSR/COMITE SPSR	5 000 000		
TOTAL							262 561 364	-	-	

COMPOSANTE : CAPITAL

OBJECTIF STRATEGIQUE : Assurer le financement pérenne de la sécurisation des produits SR

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Période				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			2007	2008	2009	2010				
L'apport du budget national et des collectivités territoriales est accru conformément aux prévisions du Plan de financement des produits SR		Taux d'accroissement de l'apport du budget national et des collectivités territoriales par an								
Les procédures de décaissement des fonds alloués sur les lignes budgétaires relatives aux produits SR sont accélérées pour permettre une utilisation rapide de ces ressources	Activité 1.1 : Faire l'état des lieux du financement des produits SR au niveau du pays	Etat des financements des produits SR disponible	T3-T4				DSR/COMITE SPSR	2 500 000		
	Activité 1.2 : Adapter l'outil de plaidoyer « Reduce Alive » pour la sécurisation des produits contraceptifs et des Kits CPN, Césarienne, Accouchement et AMIU	Outil « Reduce Alive » adapté à la SPSR	T2				DSR/COMITE SPSR	PM		PM
	Activité 1.3 : Tenir une journée parlementaire sur l'outil « Reduce Alive » adapté	Une journée parlementaire organisée	T2				DSR/COMITE SPSR	PM		Mettre à profit l'utilisation de l'outil Reduce Alive lors de la présentation à l'Assemblée Nationale le 18 Mai 2007
	Activité 1.4 : Organiser une réunion de sensibilisation et de plaidoyer pour les membres du gouvernement et du CESOC sur la sécurisation des produits SR	Réunion de sensibilisation et de plaidoyer tenue	T3				DSR/COMITE SPSR	1 000 000		
		% des membres du gouvernement touchés								
	Activité 1.5 : Tenir 265 ateliers de sensibilisation sur la sécurisation des produits SR à l'intention des élus locaux	Nombre d'ateliers de sensibilisation tenus à l'intention des élus locaux par rapport au nombre prévu			T1-T4		DSR/COMITE SPSR/DRSP	198 750 000		Impliquer le HCCT

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Période				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			2007	2008	2009	2010				
Leadership de l'état et des collectivités territoriales dans la coordination des financements des produits SR renforcée		Financements des produits SR coordonnés								
	Activité 2.1 : Elargir le cadre actuel de concertation des PTF au niveau national et au niveau décentralisé	Cadre de concertation élargi à d'autres partenaires au niveau national et au niveau décentralisé	T3				MSP	PM		
		% PTF ayant intégré le cadre de concertation								
	Activité 2.2: Inscrire la SPSR dans l'agenda des réunions avec les PTF	SPSR inscrite dans l'agenda des réunions avec les PTF	T3				DSR/COMITE SPSR	PM		
	Activité 2.3:Organiser une table ronde de mobilisation des ressources pour le financement du Plan stratégique pour la SPSR	Table ronde tenue	T3				SG/COMITE SPSR	1 500 000		
O T A L							203 750 000	-	-	

COMPOSANTE : COORDINATION

OBJECTIF STRATEGIQUE : Renforcer la coordination des interventions pour une sécurisation pérenne des produits de la SR

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Période				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			2007	2008	2009	2010				
Un cadre de coordination créé et fonctionnel aux niveaux central et décentralisé		Existence d'un cadre de coordination fonctionnel.								
	Activité 1.1 Identifier les acteurs impliqués dans l'approvisionnement et la distribution des produits SR	Une liste de tous les acteurs d'approvisionnement établie	T3				DPHL/COMITE SPSR	500 000		
	Activité 1.2 Elaborer un texte formalisant le cadre de coordination	Un arrêté formalisant le cadre de coordination signé	T4				DPHL/DLC/DSR/COMITE SPSR	PM		
	Activité 1.3 Définir le cadre de concertation et le type de collaboration entre les parties prenantes	Textes créant le cadre de concertation et le type de collaboration adopté et disponible	T4				DPHL	300 000		
	Activité 1.4 Tenir des réunions périodiques entre les représentants des secteurs public et privé sur la base du cadre de partenariat existant	Nombre de réunions tenues avec PV	T4	T1-T4	T1-T4	T1-T4	DPHL/COMITE SPSR	350 000		
L'arrêté 0041/MSP/LCE/DGSP/DSR du 23 Juin 2006 est révisé		Les attributions du comité élargies aux aspects de mise en œuvre et suivi évaluation du Plan								
	Activité 1.1 Plaidoyer pour la révision des attributions du comité	Plaidoyer mené	T2				DSR/COMITE SPSR	PM		
	Activité 1.2 Réviser l'arrêté	Arrêté révisé et signé	T3				DSR/DLC	PM		
TOTAL							1 150 000	-	-	

COMPOSANTE : ENGAGEMENT

OBJECTIF STRATEGIQUE : Poursuivre les efforts pour concrétiser les engagements pris en faveur de la SR à tous les niveaux

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Période				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			2007	2008	2009	2010				
Textes complémentaires en faveur de la SR élaborés et disponibles		Nombre de textes complémentaires élaborés et adoptés								
	Activité 1.1: Elaborer les textes d'application de la loi SR du 21 juin 2006 et de la loi sur le VIH/SIDA du 12 Mars 2007	Textes d'application sur la loi SR élaborés et signés ;	T3	T1			DLC/DSR/CISLS	3 070 000		TA de Loi VIH SIDA T1 2008
		Textes d'application de la loi sur le VIH/SIDA élaborés et signés								
Textes d'application en faveur de la SR et du VIH/SIDA diffusés à tous les niveaux		% de la population qui connaisse les textes d'application des lois SR et VIH/SIDA								
	Activité 2.1 : Disséminer les textes relatifs à la SR et VIH/SIDA au niveau des structures concernées	% de structures qui disposent des textes en faveur de la SR et VIH/SIDA ;		T2			DLC/DSR/CISLS/COMITE	19 546 145		
		Nombre de diffusions à la radio et à la télévision ;								
	Activité 2.2 : Assurer une large diffusion des textes en faveur de la SR et VIH/SIDA auprès de la population à travers les différents canaux de communication (y compris en langues nationales)	Nombre d'articles parus dans les journaux,		T2-T4	T1-T4	T1-T4	DSR/DAID/CISLS/COMITE SPSR	388 800 000		
	Nombre de causeries débats à tous les niveaux									

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Période				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			2007	2008	2009	2010				
Textes en faveur de la SR et du VIH/SIDA appliqués		Proportion de structures intégrant les dispositions des textes d'application dans leur processus de planification								
	Activité 3.1 : Organiser des mission périodiques de suivi/ évaluation de l'application des textes en faveur de la SR et du VIH/SIDA	Nombre de missions de suivi/ évaluation réalisées		T4	T1-T4	T1-T4	DSR/DLC/CISLS/COMITE SPSR	77 500 000		
		Proportion de structures qui appliquent les textes								
		Pourcentage du budget de l'Etat affecté à la santé et décaissé								
Budget alloué à la santé augmenté et décaissé;		Pourcentage du budget de la santé affecté à la SR et décaissé								
Part du budget de la santé affecté à la SR rehaussé et décaissé	Activité 4.1 : Développer des outils de plaidoyer en faveur du rehaussement du financement de la SR (recueillir des informations fiables et préparer un argumentaire solide)	Outils de plaidoyer développés	T3				DSR/COMITE SPSR	1 000 000		Juillet 2007
	Activité 4.2 : Organiser un plaidoyer auprès des décideurs politiques (Président de la République, Parlementaires, Gouvernement, CESOC) pour une augmentation de l'enveloppe budgétaire du secteur de la santé	Activités de plaidoyer en faveur du rehaussement du financement de la SR réalisées	T3-T4	T1-T4	T1-T4	T1-T4	DSR/COMITE SPSR	4 000 000		
		Catégories de décideurs politiques touchés par le plaidoyer								

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Période				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			2007	2008	2009	2010				
La pérennité de la gratuité des services et produits SR (Contraception, CPN, Césarienne, prise en charge des enfants 0-5 ans) est assurée	Activité 5.1: Développer un plan de pérennisation du financement des différentes gratuités des prestations des services SR	Contraception, CPN, Césarienne, prise en charge des enfants 0-5 ans gratuits jusqu'en 2011								
		Plan de pérennisation des services et produits SR gratuits développé	T2				DSR/COMITE SPSR	5 806 500		Consultant international
	Activité 5.2 : Organiser un plaidoyer auprès des décideurs politiques (Président de la République Parlementaires, Gouvernement) pour la pérennisation de la gratuité des services et produits SR	Activités de plaidoyer en faveur de la pérennisation de la gratuité des services et produits SR gratuits réalisées	T2-T4	T1-T4	T1-T4	T1-T4	DSR/COMITE SPSR	4 000 000		
		Catégories de décideurs politiques touchés par le plaidoyer								
Financement pour la mise en œuvre du Plan National de Sécurisation des produits SR acquis		Proportion de fonds mobilisés par l'état et ses partenaires pour le financement du plan								
	Activité 6.1 : Poursuivre le plaidoyer pour le financement du plan	Nombre d'activités de plaidoyer réalisées	T2-T4	T1-T4	T1-T4	T1-T4	DSR/COMITE SPSR	4 000 000		
	Activité 6.2 : Organiser une table ronde des PTF autour du plan de sécurisation des produits SR en vue de la mobilisation des ressources nécessaires pour sa mise en œuvre	Table ronde des PTF tenue	T3					PM		
TOTAL							507 722 645	-	-	

COMPOSANTE : PRODUIT

OBJECTIF STRATEGIQUE : Assurer la disponibilité de la gamme des produits SR à sécuriser sur toute l'étendue du territoire

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Période				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			2007	2008	2009	2010				
La gamme des produits SR à sécuriser est disponible au niveau de tous les points de prestations de services		% de structures ayant connu des ruptures de stock								
		% de produits ayant connu de ruptures de stock aux points des prestations de services								
	Activité 1.1 Mener une étude sur les ruptures de stocks en produits SR (outil CEIL = Outil d'Evaluation des Indicateurs de la Logistique)	Etude menée		T1			DPHL/DSR/COMITE SPSR	26 452 000		
		Nombre rupture observée de produits SR à sécuriser								
	Activité 1.2 Former les agents en gestion de stock						DPHL/DSR/COMITE SPSR	PM		Cf. Composante capacité
		Nombre d'agents formés en gestion des stocks								
	Activité 1.3 Faire un plaidoyer auprès du MSP et Ministère des finances pour régulariser à temps les frais des soins engagés dans le cadre de la gratuité des soins			T2-T3			DSR/COMITE SPSR	PM		Cf. Financement
	Activité 1.4 Doter les formations sanitaires en produits SR selon les normes	% de remboursements effectués à temps	T1-T4	T1-T4	T1-T4	T1-T4	ONPPC/DSR	3 339 320 259		Budget couvrant le transport des produits. Plaidoyer auprès du gouvernement pour le matériel roulant

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Période				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			2007	2008	2009	2010				
	Activité 1.5 Appliquer la convention Etat/ONPPC pour l'approvisionnement en produits SR		T1-T4	T1-T4	T1-T4	T1-T4	DPHL/DLC/DSR	PM		Cf. Activités de supervision
		% des structures approvisionnées en produits SR selon les normes								
		% des formations sanitaires respectant la convention								
Les structures disposent des produits SR de qualité et de sources sûres		Sources d'approvisionnement des produits SR respectent les normes et procédures en vigueur								
	Activité 2.1 : Constituer une banque des données sur les sources d'approvisionnement agréées	Base de données disponible	T3				DPHL/DSR	PM		
	Activité 2.2 : Diffuser l'information auprès des services de santé	% de services de santé disposant de l'information sur les sources d'approvisionnement agréées	T4				DPHL/DSR	180 000		
	Activité 2.3 : Coordonner le processus d'approvisionnement en produits SR	Nombre de réunions de coordination avec PV		T1-T4	T1-T4	T1-T4	DPHL/DSR	PM		Cf. réunions d'estimation des besoins
	Activité 2.4 : Sensibiliser la population et les agents sur le danger des marchés illicites et des médicaments contrefaits	Nombre de séances de sensibilisation effectuées,	T3-T4	T1-T4	T1-T4	T1-T4	MSP	PM		cette activité doit être intégrée dans le plan stratégique IEC
		Nombre de personnes touchées								

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Période				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			2007	2008	2009	2010				
	Activité 2.5 : Faire un contrôle systématique de la qualité des produits SR	Nombre de bulletins conformes par rapport au nombre de lots des produits reçus	T3-T4	T1-T4	T1-T4	T1-T4	LANSPEX/ONPPC	30 000 000		
TOTAL								3 395 952 259	-	-

COMPOSANTE : SECTEUR PRIVE

OBJECTIF STRATEGIQUE : Impliquer le secteur privé lucratif et non lucratif dans la mise en œuvre du plan stratégique de la sécurisation des produits SR

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Période				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			2007	2008	2009	2010				
Interventions des ONG/Associations bien coordonnées	Activité 1.1 : Tenir régulièrement des réunions d'échanges entre les ONG/Associations du secteur privé	Nombre de réunions								
		Nombre de décisions concertées								
		Nombre de réunions de concertation tenues	T4	T1-T4	T1-T4	T1-T4	DGSP/DPHL/DSR/COMITE SPSR	270 000		
		Proportion d'ONGs participant aux réunions								
	Activité 1.2 : Recueillir les données statistiques du secteur privé lucratif sur la base des supports révisés			T2-T4	T1-T4	T1-T4	SNIS/CELLULE DSR	1 000 000		
		Données du secteur du secteur privé lucratif disponibles								
	Activité 1.3 : Développer la contractualisation des prestations SR entre les ONG/associations et le secteur public			T1-T4	T1-T4	T1-T4	DSR/COMITE SPSR/DRSP/DISTRICTS/	240 000 000	CPN, IEC,DBC,FORMATION	
	Activité 1.4 : Suivi des interventions	Nombre de contrats signés		T1-T4	T1-T4	T1-T4	DISTRICTS	PM	Coûts à inclure dans le contrat des ONG Associations au niveau des districts	
Nombre d'activités de suivis réalisées										
TOTAL							241 270 000	-	-	

COMPOSANTE : UTILISATION DES SERVICES PAR LES CLIENTS ET LA DEMANDE

OBJECTIF STRATEGIQUE : Accroître la demande et l'utilisation des services de SR/PF

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Période				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			2007	2008	2009	2010				
Réduction progressive des besoins non satisfaits		Taux en besoins non satisfaits								
Taux de prévalence contraceptive amélioré (méthodes modernes)		Prévalence contraceptive des méthodes modernes								
	1.1. Organiser des plaidoyers auprès des leaders religieux, coutumiers et Elus locaux	Nombre de séances de plaidoyers		T2-T4	T1-T4	T1-T4		PM	Prendre en cpte dans le plaidoyer du contexte	
		Nombre de leaders touchés								
	1.2. Sensibiliser les hommes à travers des prêches (leaders religieux) et des réunions de villages /quartiers (chefs traditionnels et Elus locaux)	Nombre de villages/quartiers touchés		T2-T4	T1-T4	T1-T4		PM	Prendre en cpte dans le plaidoyer du contexte	
		Nombre de prêches sur la SR à l'endroit des hommes								
	1.3. Sensibiliser les femmes à travers des prêches (leaders religieuses) et des réunions de villages / quartiers (Paires éducatrices, relais communautaires)	Nombre de personnes touchées		T2-T4	T1-T4	T1-T4		PM	Prendre en cpte dans le plaidoyer du contexte	
		Nombre de prêches sur la SR à l'endroit des femmes								
		Nombre de villages/ quartiers touchés								
	1.4. Sensibiliser les agents de santé sur les besoins non satisfaits en PF et sur l'accueil des clients	Nombre de personnes touchées		T1-T4	T1-T4	T1-T4		PM	cf. Formations, supervisions, réunions de coordination	
		Nombre d'agents sensibilisés								

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Période				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			2007	2008	2009	2010				
75% des CSI organisent des consultations foraines	2.1. Doter les CSI en personnel selon les normes (redéploiement du personnel)	Proportion des CSI organisant des consultations foraines								
		% CSI ayant le nombre de personnel requis		T1-T4	T1-T4	T1-T4		PM	A prendre en compte dans le plaidoyer auprès des décideurs au niveau décentralisé	
	2.2. Renforcer la logistique au niveau des CSI	% CSI ayant la logistique requise		T2-T4	T1-T4	T1-T4	DGR/DIE/DGSP/D RSP	84 813 120		Motos et carburant
La DBC disponible et fonctionnelle dans 1680 villages		Nombre de villages bénéficiant de la DBC								
	3.1. Faire l'état des lieux de la DBC	Rapport état de lieux disponible		T1			DSR/COMITE SPSR	10 000 000		
	3.2. Former les agents de santé des CSI en DBC y compris la SPSR	Nombre d'agents de santé formés en DBC		T3-T4	T1-T4		DSR/DRSP/DISTR ICTS	66 192 000		
	3.3. Former les agents de DBC y compris en SPSR	Nombre d'agents DBC formés		T4	T1-T4		DRSP/DISTRICTS	166 635 000		
	3.4. Equiper les sites de DBC	Nombre de sites DBC équipés		T4	T1-T4	T1-T4	DSR/DRSP/DISTR ICTS	44 100 000		
	3.5. Assurer le suivi des agents de DBC	Nombre de supervisions réalisées			T2-T4	T1-T4	DISTRICTS/CSI	61 349 400		
La gamme de produits contraceptifs selon le paquet d'activités défini par niveau est disponible dans toutes les formations sanitaires		% de formations sanitaires disposant de la gamme de produits contraceptifs selon le paquet d'activités défini par niveau								
	4.1. Former les agents de santé en technologies contraceptives	Nombre d'agents formés en logistique PF		T1-T4	T1-T4	T1-T4	DSR/DRSP/DISTR ICTS	131 712 000		
	4.2. Doter les formations sanitaires en kits	Nombre de CSI disposant de KITS PF		T1-T4	T1-T4	T1-T4	DSR/ONPPC	15 453 174 664		
	4.3. Suivre les activités de PF et la gestion des contraceptifs	Nombre d'activités de suivi réalisées		T1-T4	T1-T4	T1-T4	DSR/DRSP/DISTR ICTS	15 212 794		2 supervisions par an pendant 2 ans

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Période				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			2007	2008	2009	2010				
96 CSI amis des jeunes créés et fonctionnels		Nombre de CSI amis de jeunes créés							Ces activités sont exécutées par la division Santé Sexuelle et Reproductive des Jeunes et des Adolescents: le plan doit sécuriser les produits SR dans ces centres	
	5.1. Former les agents de santé des CSI en SSRJA	Nombre d'agents de CSI formés en SSRJA	T3-T4	T1-T4	T1-T4	T1-T4	DSR	PM		
	5.2. Former les pairs éducateurs en SSRJA et en Life Skills	Nombre de pairs éducateurs formés en SSRJA/Life skills	T3-T4	T1-T4	T1-T4	T1-T4	DSR	PM		
	5.3. Doter les CSI amis des jeunes en supports éducatifs/ en kit IST	Nombre de CSI équipés de supports éducatifs	T3-T4	T1-T4	T1-T4	T1-T4	DSR	PM		
	5.4. Suivre les activités relatives à la SSRJA	Nombre de CSI équipés en KIT IST	T3-T4	T1-T4	T1-T4	T1-T4	DSR	PM		
	5.4. Suivre les activités relatives à la SSRJA	Nombre de supervision réalisée	T3-T4	T1-T4	T1-T4	T1-T4	DSR	PM		
Tous les cas de référence en SR sont pris en charge à temps		% des DS ayant un système de référence et contre référence fonctionnel								
	6.1. Evaluer les deux expériences en cours dans les DS de Ouallam et Dosso	Rapport d'évaluation disponible		T2			DSR/DOS/COMIT E SPSR/CTB/DEP	5 000 000		
	6.2. Tenir un atelier d'harmonisation des systèmes de référence et contre référence	Rapport atelier d'harmonisation disponible		T4			DSR/DOS/COMIT E SPSR/CTB/DEP	7 354 000		
	6.3. Standardiser les supports de référence et contre référence	Supports standardisés		T4			SNIS/DSR	500 000		
		% des DS utilisant les supports standardisés								

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Période				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			2007	2008	2009	2010				
	6.4. Suivre et évaluer le système de référence et contre référence	% des DS utilisant les supports standardisés			T1-T4	T1-T4	DOS/DSR/DRSP	PM		Cf. SUPERVISIONS
		Nombre d'activités de suivi évaluation réalisées								
50% des agents de santé par formation sanitaire sont formés/recyclés en SR/PF		Proportion des agents formés/recyclés en SR/PF par structure								
	7.1. Faire une évaluation des besoins de formation SR	Les besoins en formation sont déterminés		T1			DSR/DRSP/DS	2 500 000		
	7.2. Former 100 formateurs dans les domaines de SR/PF (SONU CPN, PTME, PF)	Nombre de formateurs formés dans les différents domaines de SR/PF		T2			DSR/DRSP/DS	57 762 000		
	7.3. Former 200 agents de santé en SR/PF par an	Nombre de médecins/infirmiers/sages femmes formés en SR/PF		T3-T4	T1-T4	T1-T4	DSR/DRSP/DS	PM		cf. FORMATION CONTRACEPTIVE
	7.4. Suivre/évaluer les agents formés en SR/PF	Nombre d'activités de suivi réalisées		T3-T4	T1-T4	T1-T4	DSR/DRSP/DS	PM		
Agents de santé formés en SR/PF dès la sortie de l'école y compris la SPSR		Nouveau programme de formation mis en œuvre								
	8.1. Mettre à jour les curricula de formation base des écoles de santé en prenant en compte les SONU La PTME, la CPN recentrée, la PF	Curricula de formation mis à jour	T2-T3				DSR/DRH	2 100 000		
		Normes et Procédures SR mis à jour								
		PNSR mis à jour								

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Période				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			2007	2008	2009	2010				
La sécurisation des produits SR est prise en compte dans les Normes et Procédures SR, la Feuille de route pour la réduction de la MM, le PNSR et le PDS		Nombre des documents ayant intégré la SPSR								
	9.1. Mettre à jour les documents de Normes et Procédures SR en prenant en compte la sécurisation des produits SR	Normes et Procédures SR intégrant la SPSR disponible	T2-T3				DGSP/DSR/DOS	10 000 000		
	9.2. Mettre à jour le PNSR pour intégrer la sécurisation des produits SR	PNSR intégrant la SPSR disponible			T1-T4		DSR/COMITE SPSR	PM	Au cours de la révision du PNSR	
	9.3. Mettre à jour la Feuille de Route pour la RMM pour intégrer la sécurisation des produits SR	Feuille de Route pour la RMM intégrant la SPSR disponible		T1-T4			DSR/COMITE SPSR	PM	Au cours de la revue annuelle de la feuille de route	
	9.4. Intégrer la sécurisation des produits SR dans le prochain PDS	Nouveau PDS intégrant la SPSR				T1-T4	DSR/COMITE SPSR	PM	A voir au cours de la révision du PDS	
TOTAL							16 118 404 978	-	-	

COMPOSANTE : CAPACITE
OBJECTIF STRATEGIQUE : Améliorer le fonctionnement et l'efficacité du cycle logistique afin que les produits SR de qualité soient disponibles sur le territoire national

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Période				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			2007	2008	2009	2010				
Les capacités nationales en matière de prévision des produits SR sont renforcées		Proportion de structures estimant les besoins selon les normes								
	1. 1. Organiser deux fois par an une réunion d'estimation des besoins regroupant les structures impliquées dans l'approvisionnement des produits SR (la DSR, DPHL/PT, l'ONPPC, les Centrales Privées, le Marketing, les partenaires, les ONG/Associations)	Nombre de réunions tenues avec PV	T4	T1, T3	T1, T3	T1, T3	DPHL/DSR/ONPPC/COMITE SPSR	12 810 000		40 PERSONNES
		Besoins en produits SR déterminés								
	1. 2. Former 20 formateurs sur l'estimation des besoins et la maîtrise des outils de prévision des produits SR	Nombre de formateurs formés en estimation des besoins		T1			DPHL/DSR/ONPPC/COMITE SPSR	10 000 000		Y COMPRIS UN CONSULTANT INTERNATIONAL
	1.3. Former 852 acteurs au niveau régional (8 SPIS, 42 CSE, 48 Gérants de pharmacie populaire, 600 chefs CSI, 42 gérants pharmacie hôpital de district, 6 gérants de pharmacies des hôpitaux nationaux et maternités de références, 6 Gérants de pharmacies des CHR,	Nombre d'acteurs formés ou recyclés en estimation des besoins			T2-T4		DPHL/DSR/ONPPC/COMITE SPSR	174 326 000		

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Période				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			2007	2008	2009	2010				
	1.4. Prendre en compte l'estimation des besoins dans le cadre des supervisions intégrées pour s'assurer de l'appropriation des outils utilisés	Nombre de supervisions ayant pris en compte l'estimation des besoins		T3-T4	T1-T4	T1-T4	DPHL/DSR/ONPPC/COMITE SPSR	PM		
L'ONPPC assure régulièrement l'approvisionnement en produits SR		Les produits SR non gratuits disponibles à tous les points de prestations de l'ONPPC (dépôts et pharmacies populaires)								
		Les produits SR gratuits disponibles au niveau de tous les dépôts de districts								
	2.1. former et recycler 16 agents des magasins de l'ONPPC au niveau central et régional impliqué dans la gestion des stocks :	Nombre d'agents formés ou recyclés		T1			DPHL/ONPPC	4 539 750		
	2.2. organiser 2 réunions au niveau central et 9 réunions de coordination de zone par an	Nombre de réunions tenues par niveau avec PV		T1-T4	T1-T4	T1-T4	DPHL/ONPPC	33043500		
	2.3. Mener 6 supervisions du niveau central vers les zones et 12 supervisions des zones vers les pharmacies populaires.	Nombre de supervisions effectuées		T1-T4	T1-T4	T1-T4	DPHL/ONPPC	51975995		
		NB : Préparer un argumentaire pour le rehaussement de la subvention de l'Etat pour renouveler le parc auto de l'ONPPC et enveloppe financières								

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Période				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			2007	2008	2009	2010				
La SONIPHAR est pleinement fonctionnelle		La gamme des produits SR de la SONIPHAR accrue								
	3.1. Mener le plaidoyer en faveur : <ul style="list-style-type: none"> ▪ de la viabilité financière de la SONIPHAR ▪ de l'élaboration et l'exécution du plan d'apurement des arriérés de la SONIPHAR ▪ l'exemption des impôts et taxes de la SONIPHAR durant au moins deux ans ▪ du renforcement de la SONIPHAR en personnel qualifié pour la production locale 	Plaidoyer mené	T3-T4	T1-T4		DPHL/ONPPC	5 000 000		Faire le lien avec plaidoyer auprès des décideurs politiques	
Le contrôle de qualité des préservatifs et contraceptifs est effectif au plus tard en 2008		% de lots de préservatifs et contraceptifs contrôlés								
		% de lots remplissant les normes de qualité								
	4.1. Acquérir les matériels pour le contrôle de qualité des préservatifs et contraceptifs	Matériel acquis ;		T1			DPHL	70 000 000	Budget acquis	
	4.2. Réhabiliter les locaux du Lanspex pour l'installation du matériel de contrôle des préservatifs et contraceptifs	Locaux réhabilités et matériels installés	T4				DPHL	5 000 000		
	4.3. Doter le LANSPEX de réactifs et substances de référence en rapport avec les préservatifs et contraceptifs	réactifs et substance de référence disponibles		T1-T4	T1-T4	T1-T4	DPHL/LANSPEX	30 060 000		

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Période				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			2007	2008	2009	2010				
	4.4. Poursuivre la formation du personnel en contrôle de qualité des ARV, des préservatifs et des contraceptifs	% d'agents formés en contrôle de qualité au niveau du LANSPEX	T3-T4	T1-T4	T1-T4	T1-T4	DPHL/LANSPEX	17 200 000		
	4.5. Amener les importateurs à faire contrôler tous les produits importés par le LANSPEX	% d'importateurs ayant eu recours au contrôle de qualité		T1-T4	T1-T4	T1-T4	DPHL/LANSPEX	PM		
	4.6. Assurer le contrôle de qualité des préservatifs et contraceptifs	Nombre de lots contrôlés		T1-T4	T1-T4	T1-T4	DPHL/LANSPEX	30 000 000		
Système d'information et de gestion des données sur les produits SR est opérationnel		Données sur les produits SR disponibles								
	5.1. Réviser les supports de collecte des données sur les produits SR en collaboration avec le SNIS	Les supports de collecte de données sur la SR révisés	T3-T4				SNIS/DSR	240 000		
	5.2. Reproduire et disséminer les supports de collecte des données sur les produits SR	Les supports de collecte de données sur la SR disponibles à tous les niveaux		T1-T4	T1-T4	T1-T4	SNIS/DSR	14 400 000		
	5.3. Mettre en place une cellule de collecte et de traitement de données sur les produits SR au niveau de la DSR	Cellule de collecte et traitement de données mise en place à la DSR	T4				DSR	PM		
	5.4. Doter la cellule et points focaux régionaux SR en matériels	Matériels de traitement des données disponibles au niveau de la Cellule et des points focaux	T4	T1-T4			DSR	23 000 000		
	5.5. Définir un mécanisme de collecte de données en collaboration avec le SNIS	mécanisme de collecte de données clairement défini		T1			SNIS/DSR	PM		
	5.6. Assurer le suivi des activités SR	Nombre de suivis des activités SR réalisés	T3-T4	T1-T4	T1-T4	T1-T4		PM		
		% de structures publiques et privées utilisant des outils de gestion standardisés								

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Période				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			2007	2008	2009	2010				
Capacités de différents acteurs renforcées		% de structures ayant des agents formés								
		% de structures publiques et privées respectant les normes de stockage								
	6.1. Former et/ou recycler 852 agents (752 du secteur public et 100 du secteur privé) en matière de gestion des stocks	Nombre d'agents formés et/ou recyclés		T1-T4			DPHL/ONPPC	53 514 000		Coûts et activités à reverser dans les activités de formations en estimation des besoins
	6.2. Doter les acteurs des outils nécessaires à la gestion des stocks	Nombre de structures disposant des outils de gestion de stocks		T1-T4	T1-T4	T1-T4	DPHL/ONPPC	PM		Cf. activité 2
	6.3. Prendre en compte la gestion des stocks lors des supervisions	Nombre de supervision ayant pris en compte la gestion des stocks		T3-T4	T1-T4	T1-T4		PM		Cf. activité 6
TOTAL								535 109 245	-	-

COMPOSANTE : SUIVI ET EVALUATION

OBJECTIF STRATEGIQUE : Améliorer le système de suivi évaluation des activités relatives à la gestion des produits SR

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Période				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			2007	2008	2009	2010				
Informations fiables disponibles pour la prise de décision	(Cf. Activités Objectif 5 de la composante capacité)	Proportion des décisions basées sur les informations recueillies					PM			
Le Suivi et Evaluation systématique dans la gestion des produits SR est assuré		Nombre de plan d'action assortis de plan de suivi								
		Nombre d'activités de suivi réalisées.								
	1. Former les responsables en suivi&évaluation au niveau national, régional et district (150) 3/région, 2/district, 12 MSP, 30/secteur privé	Nombre de responsables formés en suivi évaluation		T3-T4			DEP/DSR/DRSP	36 657 280		
	2. Former les responsables en supervision formative	Nombre de responsables formés en supervision formative		T3-T4			DEP/DSR/DRSP	30 091 280		
	3. Elaborer un manuel de procédures de gestion des produits SR	Un manuel de procédures de gestion des produits SR disponible		T1-T2			DPHL/ONPPC	4 800 000		

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Période				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			2007	2008	2009	2010				
Tous les indicateurs des produits SR sécurisés sont collectés		% d'indicateurs sur les produits SR sécurisés disponibles								
		% d'indicateur fournis par les outils de collecte harmonisés								
	3.1. Organiser un atelier de consensus sur les indicateurs clefs des produits SR à sécuriser	Indicateurs clefs des produits SR identifiés	T3				SNIS/DSR/COMITE SPSR	10 030 426		
	3.2. Prendre part au processus d'harmonisation des outils de collecte de données du SNIS	% Indicateurs clefs des produits SR pris en compte par le SNIS	T2-T3				SNIS/DSR/COMITE SPSR	450 000		
	3.3. Réviser/adapter les supports de collecte des données sur les produits SR par la cellule de suivi évaluation de la DSR	Supports de collecte de données adaptés.	T4				DSR/COMITE SPSR	700 000		
	3.4. Reproduire et disséminer les supports de collecte des données sur les produits SR	% de structures utilisant les supports de collecte adaptés		T1-T4	T1-T4	T1-T4	SNIS/DSR	22 992 280		
TOTAL							105 721 266	-	-	
TOTAL GENERAL							21 416 641 757	-	-	

7. PLANS D'ACTION

7.1 Plan d'Action 2007

COMPOSANTE : CONTEXTE

OBJECTIF STRATEGIQUE : Améliorer le contexte politique, institutionnel et socio culturel afin de créer un environnement favorable à la sécurisation des produits SR

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Trimestre				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T4				
La sécurisation des produits SR est prise en compte dans tous les documents nationaux (PDS, PNP, PNSR, etc.)		La stratégie SPSR est intégrée dans tous les documents nationaux de la SR								
	Activité 1.1 : Valider le Plan Stratégique National de Sécurisation des Produits SR	Atelier de validation tenu					DSR	6 800 000		
	Activité 1.2 : Développer les outils de plaidoyer (argumentaire)	Outils de plaidoyer en faveur de la SPSR disponibles					DSR/COMITE SPSR	1 000 000		
	Activité 1.3 Elaborer et mettre en œuvre un plan de plaidoyer pour la SPSR	Nombre d'activités de plaidoyers menés					DSR/COMITE SPSR	800 000		
La loi SR, la loi pharmaceutique, la loi VIH/SIDA, et les différents textes sur la gratuité sont vulgarisés au niveau de toutes les structures		% des structures sanitaires qui disposent d'une copie de la loi								
		% des structures qui appliquent les dispositions de ces lois								
		Pourcentage de textes vulgarisés								
		Nombre de textes vulgarisés								

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Trimestre				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T4				
	Activité 2.1 : Reproduire en 5000 exemplaires la loi SR, la loi VIH/SIDA la loi pharmaceutique, et les différents textes sur la gratuité	Nombre d'exemplaires des lois produites					DSR	3 150 000		
	Activité 2.2: Disséminer la loi SR, la loi pharmaceutique, la loi VIH/SIDA et les différents textes sur la gratuité au niveau des formations sanitaires et à tous les sujets de droit.	Nombre d'activités de dissémination menées à tous les niveaux.					DGSP/DLC/COMI TE SPSR	1 470 105		
TOTAL								13 220 105	-	-

COMPOSANTE : CAPITAL

OBJECTIF STRATEGIQUE : Assurer le financement pérenne de la sécurisation des produits SR

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Trimestre				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T3				
L'apport du budget national et des collectivités territoriales est accru conformément aux prévisions du Plan de financement des produits SR		Taux d'accroissement de l'apport du budget national et des collectivités territoriales par an								
Les procédures de décaissement des fonds alloués sur les lignes budgétaires relatives aux produits SR sont accélérées pour permettre une utilisation rapide de ces ressources	Activité 1.1 : Faire l'état des lieux du financement des produits SR au niveau du pays	Etat des financements des produits SR disponible					DSR/COMITE SPSR	2 500 000		
	Activité 1.2 : Adapter l'outil de plaidoyer « Reduce Alive » pour la sécurisation des produits contraceptifs et des Kits CPN, Césarienne, Accouchement et AMIU	Outil « Reduce Alive » adapté à la SPSR					DSR/COMITE SPSR	PM		
	Activité 1.3 : Tenir une journée parlementaire sur l'outil « Reduce Alive » adapté	Une journée parlementaire organisée					DSR/COMITE SPSR	PM	Mettre à profit l'utilisation de l'outil Reduce Alive lors de la présentation à l'Assemblée Nationale le 18 Mai 2007	
	Activité 1.4 : Organiser une réunion de sensibilisation et de plaidoyer pour les membres du gouvernement et du CESOC sur la sécurisation des produits SR	Réunion de sensibilisation et de plaidoyer tenue					DSR/COMITE SPSR	1 000 000		
		% des membres du gouvernement touchés								
Leadership de l'état et des collectivités territoriales dans la coordination des financements des produits SR renforcée		Financements des produits SR coordonnés								
	Activité 2.1 : Elargir le cadre actuel de concertation des PTF au niveau national et au niveau décentralisé	Cadre de concertation élargi à d'autres partenaires au niveau national et au niveau décentralisé					MSP	PM		
		% PTF ayant intégré le cadre de concertation								

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Trimestre				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T3				
	Activité 2.2: Inscrire la SPSR dans l'agenda des réunions avec les PTF	SPSR inscrite dans l'agenda des réunions avec les PTF					DSR/COMITE SPSR	PM		
	Activité 2.3: Organiser une table ronde de mobilisation des ressources pour le financement du Plan stratégique pour la SPSR	Table ronde tenue					SG/COMITE SPSR	1 500 000		
TOTAL								5000 000	-	-

COMPOSANTE : COORDINATION

OBJECTIF STRATEGIQUE : Renforcer la coordination des interventions pour une sécurisation pérenne des produits de la SR

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Trimestre				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T4				
Un cadre de coordination créé et fonctionnel aux niveaux central et décentralisé		Existence d'un cadre de coordination fonctionnel.								
	Activité 1.1 Identifier les acteurs impliqués dans l'approvisionnement et la distribution des produits SR	Une liste de tous les acteurs d'approvisionnement établie					DPHL/COMITE SPSR	500 000		
	Activité 1.2 Elaborer un texte formalisant le cadre de coordination	Un arrêté formalisant le cadre de coordination signé					DPHL/DLC/DSR/COMITE SPSR	PM		
	Activité 1.3 Définir le cadre de concertation et le type de collaboration entre les parties prenantes	Textes créant le cadre de concertation et le type de collaboration adopté et disponible					DPHL	300 000		
	Activité 1.4 Tenir des réunions périodiques entre les représentants des secteurs public et privé sur la base du cadre de partenariat existant	Nombre de réunions tenues avec PV					DPHL/COMITE SPSR	21075		
L'arrêté 0041/MSP/LCE/DGSP/DSR du 23 Juin 2006 est révisé		Les attributions du comité élargies aux aspects de mise en œuvre et suivi évaluation du Plan								
	Activité 1.1 Plaidoyer pour la révision des attributions du comité	Plaidoyer mené					DSR/COMITE SPSR	PM		
	Activité 1.2 Réviser l'arrêté	Arrêté révisé et signé					DSR/DLC	PM		
TOTAL							821 075	-	-	

COMPOSANTE : ENGAGEMENT

OBJECTIF STRATEGIQUE : Poursuivre les efforts pour concrétiser les engagements pris en faveur de la SR à tous les niveaux

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Période				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T4				
Textes complémentaires en faveur de la SR élaborés et disponibles		Nombre de textes complémentaires élaborés et adoptés								
	Activité 1.1: Elaborer les textes d'application de la loi SR du 21 juin 2006 et de la loi sur le VIH/SIDA du 12 Mars 2007	Textes d'application sur la loi SR élaborés et signés ;					DLC/DSR/CISLS	2 046 667		TA de Loi VIH SIDA T1 2008
		Textes d'application de la loi sur le VIH/SIDA élaborés et signés								
		Nombre de causeries débats à tous les niveaux								
Textes en faveur de la SR et du VIH/SIDA appliqués		Proportion de structures intégrant les dispositions des textes d'application dans leur processus de planification								
Budget alloué à la santé augmenté et décaissé;		Pourcentage du budget de la santé affecté à la SR et décaissé								
Part du budget de la santé affecté à la SR rehaussé et décaissé	Activité 4.1 : Développer des outils de plaidoyer en faveur du rehaussement du financement de la SR (recueillir des informations fiables et préparer un argumentaire solide)	Outils de plaidoyer développés					DSR/COMITE SPSR	1 000 000		Juillet 2007
	Activité 4.2 : Organiser un plaidoyer auprès des décideurs politiques (Président de la République, Parlementaires, Gouvernement, CESOC) pour une augmentation de l'enveloppe budgétaire du secteur de la santé	Activités de plaidoyer en faveur du rehaussement du financement de la SR réalisées					DSR/COMITE SPSR	571 429		
		Catégories de décideurs politiques touchés par le plaidoyer								

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Période				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T4				
La pérennité de la gratuité des services et produits SR (Contraception, CPN, Césarienne, prise en charge des enfants 0-5 ans) est assurée		Contraception, CPN, Césarienne, prise en charge des enfants 0-5 ans gratuits jusqu'en 2011								
	Activité 5.1: Développer un plan de pérennisation du financement des différentes gratuités des prestations des services SR	Plan de pérennisation des services et produits SR gratuits développé					DSR/COMITE SPSR	5 806 500		Consultant international
	Activité 5.2 : Organiser un plaidoyer auprès des décideurs politiques (Président de la République, Parlementaires, Gouvernement) pour la pérennisation de la gratuité des services et produits SR	Activités de plaidoyer en faveur de la pérennisation de la gratuité des services et produits SR gratuits réalisées					DSR/COMITE SPSR	800 000		
		Catégories de décideurs politiques touchés par le plaidoyer								
Financement pour la mise en œuvre du Plan National de Sécurisation des produits SR acquis		Proportion de fonds mobilisés par l'état et ses partenaires pour le financement du plan								
	Activité 6.1 : Poursuivre le plaidoyer pour le financement du plan	Nombre d'activités de plaidoyer réalisées					DSR/COMITE SPSR	800 000		
	Activité 6.2 : Organiser une table ronde des PTF autour du plan de sécurisation des produits SR en vue de la mobilisation des ressources nécessaires pour sa mise en œuvre	Table ronde des PTF tenue						PM		
TOTAL								11 024 596	-	-

COMPOSANTE : PRODUIT

OBJECTIF STRATEGIQUE : Assurer la disponibilité de la gamme des produits SR à sécuriser sur toute l'étendue du territoire

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Trimestre				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T4				
La gamme des produits SR à sécuriser est disponible au niveau de tous les points de prestations de services		% de structures ayant connu des ruptures de stock								
		% de produits ayant connu de ruptures de stock aux points des prestations de services								
	Activité 1.2 Former les agents en gestion de stock						DPHL/DSR/COMITE SPSR	PM		
		Nombre d'agents formés en gestion des stocks								
	Activité 1.3 Faire un plaidoyer auprès du MSP et Ministère des finances pour régulariser à temps les frais des soins engagés dans le cadre de la gratuité des soins						DSR/COMITE SPSR	PM		
	Activité 1.4 Doter les formations sanitaires en produits SR selon les normes	% de remboursements effectués à temps					ONPPC/DSR	677 921 122		Budget couvrant le transport des produits. Plaidoyer auprès du gouvernement pour le matériel roulant
	Activité 1.5 Appliquer la convention Etat/ONPPC pour l'approvisionnement en produits SR						DPHL/DLC/DSR	PM		
		% des structures approvisionnées en produits SR selon les normes								

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Trimestre				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T4				
Les structures disposent des produits SR de qualité et de sources sûres		% des formations sanitaires respectant la convention								
		Sources d'approvisionnement des produits SR respectent les normes et procédures en vigueur								
	Activité 2.1 : Constituer une banque des données sur les sources d'approvisionnement agréées	Base de données disponible					DPHL/DSR	PM		
	Activité 2.2 : Diffuser l'information auprès des services de santé	% de services de santé disposant de l'information sur les sources d'approvisionnement agréées					DPHL/DSR	180 000		
	Activité 2.4 : Sensibiliser la population et les agents sur le danger des marchés illicites et des médicaments contrefaits	Nombre de séances de sensibilisation effectuées,					MSP	PM		ce cette activité doit être intégrée dans le plan stratégique IEC
		Nombre de personnes touchées								
Activité 2.5 : Faire un contrôle systématique de la qualité des produits SR	Nombre de bulletins conformes par rapport au nombre de lots des produits reçus					LANSPEX/ONPPC	4 285 714			
TOTAL							682 386 836	-	-	

COMPOSANTE : SECTEUR PRIVE

OBJECTIF STRATEGIQUE : Impliquer le secteur privé lucratif et non lucratif dans la mise en œuvre du plan Stratégique de la sécurisation des produits SR

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Trimestre				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T4				
Interventions des ONG/Associations bien coordonnées		Nombre de réunions								
		Nombre de décisions concertées								
	Activité 1.1 : Tenir régulièrement des réunions d'échanges entre les ONG/Associations du secteur privé	Nombre de réunions de concertation tenues					DGSP/DPHL/DSR/COMITE SPSR	20 769		
		Proportion d'ONGs participant aux réunions								
TOTAL							20 769	-	-	

COMPOSANTE : UTILISATION ET DEMANDE DE SERVICES PAR LES CLIENTS

OBJECTIF STRATEGIQUE : Accroître la demande et l'utilisation des services de SR/PF

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Trimestre				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T4				
96 CSI amis des jeunes créés et fonctionnels		Nombre de CSI amis de jeunes créés								Ces activités sont exécutées par la division Santé Sexuelle et Reproductive des Jeunes et des Adolescents: le plan doit sécuriser les produits SR dans ces centres
	5.1. Former les agents de santé des CSI en SSRJA	Nombre d'agents de CSI formés en SSRJA					DSR	PM		
	5.2. Former les pairs éducateurs en SSRJA et en Life Skills	Nombre de pairs éducateurs formés en SSRJA/Life skills					DSR	PM		
	5.3. Doter les CSI amis des jeunes en supports éducatifs/ en kit IST	Nombre de CSI équipés de supports éducatifs					DSR	PM		
	5.4. Suivre les activités relatives à la SSRJA	Nombre de CSI équipés en KIT IST					DSR	PM		
	5.4. Suivre les activités relatives à la SSRJA	Nombre de supervision réalisée					DSR	PM		
	8.1. Mettre à jour les curricula de formation base des écoles de santé en prenant en compte les SONU, La PTME, la CPN recentrée, la PF	Curricula de formation mis à jour					DSR/DRH	2 100 000		
		Normes et Procédures SR mis à jour								
	PNSR mis à jour									
La sécurisation des produits SR est prise en compte dans les Normes et Procédures SR, la Feuille de route pour la réduction de la MM, le PNSR et le PDS		Nombre des documents ayant intégré la SPSR								
	9.1. Mettre à jour les documents de Normes et Procédures SR en prenant en compte la sécurisation des produits SR	Normes et Procédures SR intégrant la SPSR disponible					DGSP/DSR/DOS	10 000 000		
TOTAL							12 100 000	-	-	

COMPOSANTE : CAPACITE
OBJECTIF STRATEGIQUE : Améliorer le fonctionnement et l'efficacité du cycle logistique afin que les produits SR de qualité soient disponibles sur le territoire national

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Trimestre				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T4				
Les capacités nationales en matière de prévision des produits SR sont renforcées		Proportion de structures estimant les besoins selon les normes								
	1. 1. Organiser deux fois par an une réunion d'estimation des besoins regroupant les structures impliquées dans l'approvisionnement des produits SR (la DSR, DPHL/PT, l'ONPPC, les Centrales Privées, le Marketing, les partenaires, les ONG/Associations)	Nombre de réunions tenues avec PV					DPHL/DSR/ONPPC/COMITE SPSR	935 385		40 PERSONNES
		Besoins en produits SR déterminés								
	1.4. Prendre en compte l'estimation des besoins dans le cadre des supervisions intégrées pour s'assurer de l'appropriation des outils utilisés	Nombre de supervisions ayant pris en compte l'estimation des besoins					DPHL/DSR/ONPPC/COMITE SPSR	PM		
La SONIPHAR est pleinement fonctionnelle		La gamme des produits SR de la SONIPHAR accrue								
	3.1. Mener le plaidoyer en faveur : <ul style="list-style-type: none"> ▪ de la viabilité financière de la SONIPHAR ▪ de l'élaboration et l'exécution du plan d'apurement des arriérés de la SONIPHAR ▪ l'exemption des impôts et taxes de la SONIPHAR durant au moins deux ans ▪ du renforcement de la SONIPHAR en personnel qualifié pour la production locale 	Plaidoyer mené					DPHL/ONPPC	1 666 667		Faire le lien avec plaidoyer auprès des décideurs politiques

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Trimestre				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T4				
Le contrôle de qualité des préservatifs et contraceptifs est effectif au plus tard en 2008		% de lots de préservatifs et contraceptifs contrôlés								
		% de lots remplissant les normes de qualité								
	4.2. Réhabiliter les locaux du Lanspex pour l'installation du matériel de contrôle des préservatifs et contraceptifs	Locaux réhabilités et matériels installés					DPHL	5 000 000		
	4.4. Poursuivre la formation du personnel en contrôle de qualité des ARV, des préservatifs et des contraceptifs	% d'agents formés en contrôle de qualité au niveau du LANSPEX					DPHL/LANSPEX	2 457 143		
Système d'information et de gestion des données sur les produits SR est opérationnel		Données sur les produits SR disponibles								
	5.1. Réviser les supports de collecte des données sur les produits SR en collaboration avec le SNIS	Les supports de collecte de données sur la SR révisés					SNIS/DSR	240 000		
	5.3. Mettre en place une cellule de collecte et de traitement de données sur les produits SR au niveau de la DSR	Cellule de collecte et traitement de données mise en place à la DSR					DSR	PM		
	5.4. Doter la cellule et points focaux régionaux SR en matériels	Matériels de traitement des données disponibles au niveau de la Cellule et des points focaux					DSR	4 600 000		
	5.6. Assurer le suivi des activités SR	Nombre de suivis des activités SR réalisés						PM		
		% de structures publiques et privées utilisant des outils de gestion standardisés								
Capacités de différents acteurs renforcées		% de structures ayant des agents formés								
		% de structures publiques et privées respectant les normes de stockage								
TOTAL								14 899 195	-	-

COMPOSANTE : SUIVI ET EVALUATION

OBJECTIF STRATEGIQUE : Améliorer le système de suivi évaluation des activités relatives à la gestion des produits SR

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Trimestre				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T4				
	3.1. Organiser un atelier de consensus sur les indicateurs clefs des produits SR à sécuriser	Indicateurs clefs des produits SR identifiés					SNIS/DSR/COMITE SPSR	10 030 426		
	3.2. Prendre part au processus d'harmonisation des outils de collecte de données du SNIS	% Indicateurs clefs des produits SR pris en compte par le SNIS					SNIS/DSR/COMITE SPSR	450 000		
	3.3. Réviser/adapter les supports de collecte des données sur les produits SR par la cellule de suivi évaluation de la DSR	Supports de collecte de données adaptés.					DSR/COMITE SPSR	700 000		
TOTAL								11 180 426	-	-
TOTAL GENERAL								750 653 002	-	-

7.2 Plan d'Action 2008

COMPOSANTE : CONTEXTE

OBJECTIF STRATEGIQUE : Améliorer le contexte politique, institutionnel et socio culturel afin de créer un environnement favorable à la sécurisation des produits SR

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Trimestre				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T4				
La sécurisation des produits SR est prise en compte dans tous les documents nationaux (PDS, PNP, PNSR, ...)		La stratégie SPSR est intégrée dans tous les documents nationaux de la SR								
	Activité 1.3 Elaborer et mettre en œuvre un plan de plaidoyer pour la SPSR	Nombre d'activités de plaidoyers menés					DSR/COMITE SPSR	200 000		
La loi SR, la loi pharmaceutique, la loi VIH/SIDA, et les différents textes sur la gratuité sont vulgarisés au niveau de toutes les structures		% des structures sanitaires qui disposent d'une copie de la loi								
		% des structures qui appliquent les dispositions de ces lois								
		Pourcentage de textes vulgarisés								
		Nombre de textes vulgarisés								
	Activité 2.2: Disséminer la loi SR, la loi pharmaceutique, la loi VIH/SIDA et les différents textes sur la gratuité au niveau des formations sanitaires et à tous les sujets de droit.	Nombre d'activités de dissémination menées à tous les niveaux.					DGSP/DLC/COMITE SPSR	5 880 420		
L'adhésion des leaders d'opinions et les hommes en faveur de la SR/PF est acquise		% structure ayant bénéficié d'information sur les lois SR, la VIH/SIDA, pharmaceutique, et les différents textes sur la gratuité								
		tendance des déclarations publiques des leaders d'opinions par rapport à la SR/PF								
		tendance des témoignages publics des hommes par rapport à la SR/PF								

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Trimestre				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T4				
	Activité 3.1 Organiser des réunions de sensibilisation et de plaidoyer en faveur de la SR/PF auprès des différents groupes de leaders d'opinions : religieux, chefs coutumiers, groupements/coopératives	Nombre des réunions de sensibilisation et de plaidoyer en faveur de la SR/PF auprès des différents groupes de leaders d'opinions tenues					DSR	189 000 000		
		Nombre de leaders touchés sur le nombre de leaders ciblés								
		Nombre de mesures/décisions prises par les leaders en faveur de la SR								
	Activité 3.2 organiser 25 séances de formation de trois jours pour 50 leaders d'opinions en SR/PF	Nombre de leaders d'opinions formés en SR/PF					DSR/COMITE SPSR	37 500 000		
	Activité 3.3. former 50 communicateurs des médias en SR/PF	Nombre de communicateurs formés					DSR/COMITE SPSR	5 000 000		
TOTAL								237 580 420	-	-

COMPOSANTE : COORDINATION

OBJECTIF STRATEGIQUE : Renforcer la coordination des interventions pour une sécurisation pérenne des produits de la SR

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Trimestre				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T4				
Un cadre de coordination créé et fonctionnel aux niveaux central et décentralisé		Existence d'un cadre de coordination fonctionnelle								
	Activité 1.4 Tenir des réunions périodiques entre les représentants des secteurs public et privé sur la base du cadre de partenariat existant	Nombre de réunions tenues avec PV					DPHL/COMITE SPSR	109 375		
TOTAL							109 375	-	-	

COMPOSANTE : ENGAGEMENT

OBJECTIF STRATEGIQUE : Poursuivre les efforts pour concrétiser les engagements pris en faveur de la SR à tous les niveaux

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Trimestre				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T4				
Textes complémentaires en faveur de la SR élaborés et disponibles		Nombre de textes complémentaires élaborés et adoptés								
	Activité 1.1: Elaborer les textes d'application de la loi SR du 21 juin 2006 et de la loi sur le VIH/SIDA du 12 Mars 2007	Textes d'application sur la loi SR élaborés et signés ;					DLC/DSR/CISLS	1 02 3 333		TA de Loi VIH SIDA T1 2008
		Textes d'application de la loi sur le VIH/SIDA élaborés et signés								
Textes d'application en faveur de la SR et du VIH/SIDA diffusés à tous les niveaux		% de la population qui connaisse les textes d'application des lois SR et VIH/SIDA								
	Activité 2.1 : Disséminer les textes relatifs à la SR et VIH/SIDA au niveau des structures concernées	% de structures qui disposent des textes en faveur de la SR et VIH/SIDA ;					DLC/DSR/CISLS/COMITE	19 546 145		
		Nombre de diffusions à la radio et à la télévision ;								
	Activité 2.2 : Assurer une large diffusion des textes en faveur de la SR et VIH/SIDA auprès de la population à travers les différents canaux de communication (y compris en langues nationales)	Nombre d'articles parus dans les journaux,					DSR/DAID/CISLS/COMITE SPSR	159 054 545		
		Nombre de causeries débats à tous les niveaux								

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Trimestre				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T4				
Textes en faveur de la SR et du VIH/SIDA appliqués		Proportion de structures intégrant les dispositions des textes d'application dans leur processus de planification								
	Activité 3.1 : Organiser des missions périodiques de suivi/ évaluation de l'application des textes en faveur de la SR et du VIH/SIDA	Nombre de missions de suivi/évaluation réalisées					DSR/DLC/CISLS/COMITE SPSR	8 611 111		
		Proportion de structures qui appliquent les textes								
		Pourcentage du budget de l'Etat affecté à la santé et décaissé								
Budget alloué à la santé augmenté et décaissé;		Pourcentage du budget de la santé affecté à la SR et décaissé								
Part du budget de la santé affecté à la SR rehaussé et décaissé	Activité 4.2 : Organiser un plaidoyer auprès des décideurs politiques (Président de la République, Parlementaires, Gouvernement, CESOC) pour une augmentation de l'enveloppe budgétaire du secteur de la santé	Activités de plaidoyer en faveur du rehaussement du financement de la SR réalisées					DSR/COMITE SPSR	1 142 857		
		Catégories de décideurs politiques touchés par le plaidoyer								
La pérennité de la gratuité des services et produits SR (Contraception, CPN, Césarienne, prise en charge des enfants 0-5 ans) est assurée		Contraception, CPN, Césarienne, prise en charge des enfants 0-5 ans gratuits jusqu'en 2011								

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Trimestre				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T4				
	Activité 5.2 : Organiser un plaidoyer auprès des décideurs politiques (Président de la République, Parlementaires, Gouvernement) pour la pérennisation de la gratuité des services et produits SR	Activités de plaidoyer en faveur de la pérennisation de la gratuité des services et produits SR gratuits réalisées					DSR/COMITE SPSR	1 066 667		
		Catégories de décideurs politiques touchés par le plaidoyer								
Financement pour la mise en œuvre du Plan National de Sécurisation des produits SR acquis		Proportion de fonds mobilisés par l'état et ses partenaires pour le financement du plan								
	Activité 6.1 : Poursuivre le plaidoyer pour le financement du plan	Nombre d'activités de plaidoyer réalisées					DSR/COMITE SPSR	1 066 667		
TOTAL								191 511 325	-	-

COMPOSANTE : PRODUIT

OBJECTIF STRATEGIQUE : Assurer la disponibilité de la gamme des produits SR à sécuriser sur toute l'étendue du territoire

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Trimestre				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T4				
La gamme des produits SR à sécuriser est disponible au niveau de tous les points de prestations de services		% de structures ayant connu des ruptures de stock								
		% de produits ayant connu de ruptures de stock aux points des prestations de services								
	Activité 1.1 Mener une étude sur les ruptures de stocks en produits SR (outil ŒIL = Outil d'Evaluation des Indicateurs de la Logistique)	Etude menée					DPHL/DSR/COMITE SPSR	26 452 000		
		Nombre rupture observée de produits SR à sécuriser								
		Nombre d'agents formés en gestion des stocks								
	Activité 1.4 Doter les formations sanitaires en produits SR selon les normes	% de remboursements effectués à temps					ONPPC/DSR	833 414 711	Budget couvrant le transport des produits. Plaidoyer auprès du gouvernement pour le matériel roulant	
	Activité 1.5 Appliquer la convention Etat/ONPPC pour l'approvisionnement en produits SR						DPHL/DLC/DSR	PM	Cf. Activités de supervision	
		% des structures approvisionnées en produits SR selon les normes								
	% des formations sanitaires respectant la convention									
Les structures disposent des produits SR de qualité et de sources sûres		Sources d'approvisionnement des produits SR respectent les normes et procédures en vigueur								

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Trimestre				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T4				
	Activité 2.3 : Coordonner le processus d'approvisionnement en produits SR	Nombre de réunions de coordination avec PV					DPHL/DSR	PM		Cf. réunions d'estimation des besoins
	Activité 2.4 : Sensibiliser la population et les agents sur le danger des marchés illicites et des médicaments contrefaits	Nombre de séances de sensibilisation effectuées,					MSP	PM		cette activité doit être intégrée dans le plan stratégique IEC
		Nombre de personnes touchées								
	Activité 2.5 : Faire un contrôle systématique de la qualité des produits SR	Nombre de bulletins conformes par rapport au nombre de lots des produits reçus					LANSPEX/ONPPC	8 571 429		
TOTAL								868 438 140	-	-

COMPOSANTE : SECTEUR PRIVE

OBJECTIF STRATEGIQUE : Impliquer le secteur privé lucratif et non lucratif dans la mise en œuvre du plan stratégique de la sécurisation des produits SR

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Trimestre				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T4				
Interventions des ONG/Associations bien coordonnées		Nombre de réunions								
		Nombre de décisions concertées								
	Activité 1.1 : Tenir régulièrement des réunions d'échanges entre les ONG/Associations du secteur privé	Nombre de réunions de concertation tenues					DGSP/DPHL/DSR/COMITE SPSR	83 077		
		Proportion d'ONGs participant aux réunions								
	Activité 1.2 : Recueillir les données statistiques du secteur privé lucratif sur la base des supports révisés						SNIS/CELLULE DSR	272 727		
		Données du secteur du secteur privé lucratif disponibles								
	Activité 1.3 : Développer la contractualisation des prestations SR entre les ONG/associations et le secteur public						DSR/COMITE SPSR/DRSP/DISTRICTS/	80 000 000		CPN, IEC,DBC,FORMATION
	Activité 1.4 : Suivi des interventions	Nombre de contrats signés					DISTRICTS			Coûts à inclure dans le contrat des ONG Associations au niveau des districts
	Nombre d'activités de suivis réalisées									
TOTAL							80 355 804	-	-	

COMPOSANTE : UTILISATION ET DEMANDE DE SERVICES PAR LES CLIENTS

OBJECTIF STRATEGIQUE : Accroître la demande et l'utilisation des services de SR/PF

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Trimestre				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T4				
Réduction progressive des besoins non satisfaits		Taux en besoins non satisfaits								
Taux de prévalence contraceptive amélioré (méthodes modernes)		Prévalence contraceptive des méthodes modernes								
	1.1. Organiser des plaidoyers auprès des leaders religieux, coutumiers et Elus locaux	Nombre de séances de plaidoyers					PM		Prendre en cpte dans le plaidoyer du contexte	
		Nombre de leaders touchés								
	1.2. Sensibiliser les hommes à travers des prêches (leaders religieux) et des réunions de villages /quartiers (chefs traditionnels et Elus locaux)	Nombre de villages/quartiers touchés					PM		Prendre en cpte dans le plaidoyer du contexte	
		Nombre de prêches sur la SR à l'endroit des hommes								
	1.3. Sensibiliser les femmes à travers des prêches (leaders religieuses) et des réunions de villages / quartiers (Paires éducatrices, relais communautaires)	Nombre de personnes touchées					PM		Prendre en cpte dans le plaidoyer du contexte	
		Nombre de prêches sur la SR à l'endroit des femmes								
		Nombre de villages/ quartiers touchés								
	1.4. Sensibiliser les agents de santé sur les besoins non satisfaits en PF et sur l'accueil des clients	Nombre de personnes touchées					PM		cf. Formations, supervisions, réunions de coordination	
		Nombre d'agents sensibilisés								

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Trimestre				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T4				
75% des CSI organisent des consultations foraines		Proportion des CSI organisant des consultations foraines								
	2.1. Doter les CSI en personnel selon les normes (redéploiement du personnel)	% CSI ayant le nombre de personnel requis						PM	A prendre en compte dans le plaidoyer auprès des décideurs au niveau décentralisé	
	2.2. Renforcer la logistique au niveau des CSI	% CSI ayant la logistique requise					DGR/DIE/DGSP/D RSP	23 130 851	Motos et carburant	
La DBC disponible et fonctionnelle dans 1680 villages		Nombre de villages bénéficiant de la DBC								
	3.1. Faire l'état des lieux de la DBC	Rapport état de lieux disponible					DSR/COMITE SPSR	10 000 000		
	3.2. Former les agents de santé des CSI en DBC y compris la SPSR	Nombre d'agents de santé formés en DBC					DSR/DRSP/DISTR ICTS	11 032 000		
	3.3. Former les agents de DBC y compris en SPSR	Nombre d'agents DBC formés					DRSP/DISTRICTS	33 327 000		
	3.4. Equiper les sites de DBC	Nombre de sites DBC équipés					DSR/DRSP/DISTR ICTS	4 900 000		
La gamme de produits contraceptifs selon le paquet d'activités défini par niveau est disponible dans toutes les formations sanitaires		% de formations sanitaires disposant de la gamme de produits contraceptifs selon le paquet d'activités défini par niveau								
	4.1. Former les agents de santé en technologies contraceptives	Nombre d'agents formés en logistique PF					DSR/DRSP/DISTR ICTS	43 904 000		
	4.2. Doter les formations sanitaires en kits	Nombre de CSI disposant de KITS PF					DSR/ONPPC	4 063 779 603		
	4.3. Suivre les activités de PF et la gestion des contraceptifs	Nombre d'activités de suivi réalisées					DSR/DRSP/DISTR ICTS	5 070 931	2 supervisions par an pendant 2 ans	

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Trimestre				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T4				
96 CSI amis des jeunes créés et fonctionnels		Nombre de CSI amis de jeunes créés								Ces activités sont exécutées par la division Santé Sexuelle et Reproductive des Jeunes et des Adolescents: le plan doit sécuriser les produits SR dans ces centres
	5.1. Former les agents de santé des CSI en SSRJA	Nombre d'agents de CSI formés en SSRJA					DSR	PM		
	5.2. Former les pairs éducateurs en SSRJA et en Life Skills	Nombre de pairs éducateurs formés en SSRJA/Life skills					DSR	PM		
	5.3. Doter les CSI amis des jeunes en supports éducatifs/ en kit IST	Nombre de CSI équipés de supports éducatifs					DSR	PM		
	5.4. Suivre les activités relatives à la SSRJA	Nombre de CSI équipés en KIT IST					DSR	PM		
	5.4. Suivre les activités relatives à la SSRJA	Nombre de supervision réalisée					DSR	PM		
Tous les cas de référence en SR sont pris en charge à temps		% des DS ayant un système de référence et contre référence fonctionnel								
	6.1. Evaluer les deux expériences en cours dans les DS de Ouallam et Dosso	Rapport d'évaluation disponible					DSR/DOS/COMIT E SPSR/CTB/DEP	5 000 000		
	6.2. Tenir un atelier d'harmonisation des systèmes de référence et contre référence	Rapport atelier d'harmonisation disponible					DSR/DOS/COMIT E SPSR/CTB/DEP	7 354 000		
	6.3. Standardiser les supports de référence et contre référence	Supports standardisés					SNIS/DSR	500 000		
		% des DS utilisant les supports standardisés								
		Nombre d'activités de suivi évaluation réalisées								
50% des agents de santé par formation sanitaire sont formés/recyclés en SR/PF		Proportion des agents formés/recyclés en SR/PF par structure								

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Trimestre				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T4				
	7.1. Faire une évaluation des besoins de formation SR	Les besoins en formation sont déterminés					DSR/DRSP/DS	2 500 000		
	7.2. Former 100 formateurs dans les domaines de SR/PF (SONU, CPN, PTME, PF)	Nombre de formateurs formés dans les différents domaines de SR/PF					DSR/DRSP/DS	57 762 000		
	7.3. Former 200 agents de santé en SR/PF par an	Nombre de médecins/infirmiers/sages femmes formés en SR/PF					DSR/DRSP/DS	PM		cf. FORMATION CONTRACEPTIVE
	7.4. Suivre/évaluer les agents formés en SR/PF	Nombre d'activités de suivi réalisées					DSR/DRSP/DS	PM		Cf. Activité 4.3
La sécurisation des produits SR est prise en compte dans les Normes et Procédures SR, la Feuille de route pour la réduction de la MM, le PNSR et le PDS		Nombre des documents ayant intégré la SPSR								
	9.3. Mettre à jour la Feuille de Route pour la RMM pour intégrer la sécurisation des produits SR	Feuille de Route pour la RMM intégrant la SPSR disponible					DSR/COMITE SPSR	PM		Au cours de la revue annuelle de la feuille de route
TOTAL								4 268 260 385	-	-

COMPOSANTE : CAPACITE
OBJECTIF STRATEGIQUE : Améliorer le fonctionnement et l'efficacité du cycle logistique afin que les produits SR de qualité soient disponibles sur le territoire national

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Trimestre				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T4				
Les capacités nationales en matière de prévision des produits SR sont renforcées		Proportion de structures estimant les besoins selon les normes								
	1. 1. Organiser deux fois par an une réunion d'estimation des besoins regroupant les structures impliquées dans l'approvisionnement des produits SR (la DSR, DPHL/PT, l'ONPPC, les Centrales Privées, le Marketing, les partenaires, les ONG/Associations)	Nombre de réunions tenues avec PV					DPHL/DSR/ONPPC/COMITE SPSR	3 341 538	40 PERSONNES	
		Besoins en produits SR déterminés								
	1. 2. Former 20 formateurs sur l'estimation des besoins et la maîtrise des outils de prévision des produits SR	Nombre de formateurs formés en estimation des besoins					DPHL/DSR/ONPPC/COMITE SPSR	10 000 000	Y COMPRIS UN CONSULTANT INTERNATIONAL	
	1.3. Former 852 acteurs au niveau régional (8 SPIS, 42 CSE, 48 Gérants de pharmacie populaire, 600 chefs CSI, 42 gérants pharmacie hôpital de district, 6 gérants de pharmacies des hôpitaux nationaux et maternités de références, 6 Gérants de pharmacies des CHR,	Nombre d'acteurs formés ou recyclés en estimation des besoins					DPHL/DSR/ONPPC/COMITE SPSR	174 326 000		
	1.4. Prendre en compte l'estimation des besoins dans le cadre des supervisions intégrées pour s'assurer de l'appropriation des outils utilisés	Nombre de supervisions ayant pris en compte l'estimation des besoins					DPHL/DSR/ONPPC/COMITE SPSR	PM		

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Trimestre				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T4				
L'ONPPC assure régulièrement l'approvisionnement en produits SR		Les produits SR non gratuits disponibles à tous les points de prestations de l'ONPPC (dépôts et pharmacies populaires)								
		Les produits SR gratuits disponibles au niveau de tous les dépôts de districts								
	2.1. former et recycler 16 agents des magasins de l'ONPPC au niveau central et régional impliqué dans la gestion des stocks :	Nombre d'agents formés ou recyclés					DPHL/ONPPC	4 539 750		
	2.2. organiser 2 réunions au niveau central et 9 réunions de coordination de zone par an	Nombre de réunions tenues par niveau avec PV					DPHL/ONPPC	11 014 500		
	2.3. Mener 6 supervisions du niveau central vers les zones et 12 supervisions des zones vers les pharmacies populaires.	Nombre de supervisions effectuées					DPHL/ONPPC	17 325 332		
		NB : Préparer un argumentaire pour le rehaussement de la subvention de l'Etat pour renouveler le parc auto de l'ONPPC et enveloppe financières								
La SONIPHAR est pleinement fonctionnelle		La gamme des produits SR de la SONIPHAR accrue								
	3.1. Mener le plaidoyer en faveur : <ul style="list-style-type: none"> ▪ de la viabilité financière de la SONIPHAR ▪ de l'élaboration et l'exécution du plan d'apurement des arriérés de la SONIPHAR ▪ l'exemption des impôts et taxes de la SONIPHAR durant au moins deux ans ▪ du renforcement de la SONIPHAR en personnel qualifié pour la production locale 	Plaidoyer mené					DPHL/ONPPC	3 333 333	Faire le lien avec plaidoyer auprès des décideurs politiques	

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Trimestre				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T4				
Le contrôle de qualité des préservatifs et contraceptifs est effectif au plus tard en 2008		% de lots de préservatifs et contraceptifs contrôlés								
		% de lots remplissant les normes de qualité								
	4.1. Acquérir les matériels pour le contrôle de qualité des préservatifs et contraceptifs	Matériel acquis ;					DPHL	70 000 000		Budget acquis
	4.2. Réhabiliter les locaux du Lanspex pour l'installation du matériel de contrôle des préservatifs et contraceptifs	Locaux réhabilités et matériels installés					DPHL	5 000 000		
	4.3. Doter le LANSPEX de réactifs et substances de référence en rapport avec les préservatifs et contraceptifs	réactifs et substance de référence disponibles					DPHL/LANSPEX	10 020 000		
	4.4. Poursuivre la formation du personnel en contrôle de qualité des ARV, des préservatifs et des contraceptifs	% d'agents formés en contrôle de qualité au niveau du LANSPEX					DPHL/LANSPEX	4 914 286		
	4.5. Amener les importateurs à faire contrôler tous les produits importés par le LANSPEX	% d'importateurs ayant eu recours au contrôle de qualité					DPHL/LANSPEX	PM		
	4.6. Assurer le contrôle de qualité des préservatifs et contraceptifs	Nombre de lots contrôlés					DPHL/LANSPEX	10 000 000		
Système d'information et de gestion des données sur les produits SR est opérationnel		Données sur les produits SR disponibles								
	5.2. Reproduire et disséminer les supports de collecte des données sur les produits SR	Les supports de collecte de données sur la SR disponibles à tous les niveaux					SNIS/DSR	4 800 000		
	5.4. Doter la cellule et points focaux régionaux SR en matériels	Matériels de traitement des données disponibles au niveau de la Cellule et des points focaux					DSR	18 400 000		
	5.5. Définir un mécanisme de collecte de données en collaboration avec le SNIS	mécanisme de collecte de données clairement défini					SNIS/DSR	PM		
	5.6. Assurer le suivi des activités SR	Nombre de suivis des activités SR réalisés						PM		Cf. suivi activités

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Trimestre				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T4				
Capacités de différents acteurs renforcées		% de structures publiques et privées utilisant des outils de gestion standardisés								
		% de structures ayant des agents formés								
		% de structures publiques et privées respectant les normes de stockage								
	6.1. Former et/ou recycler 852 agents (752 du secteur public et 100 du secteur privé) en matière de gestion des stocks	Nombre d'agents formés et/ou recyclés					DPHL/ONPPC	53 514 000		Coûts et activités à reverser dans les activités de formations en estimation des besoins
	6.2. Doter les acteurs des outils nécessaires à la gestion des stocks	Nombre de structures disposant des outils de gestion de stocks					DPHL/ONPPC	PM		
	6.3. Prendre en compte la gestion des stocks lors des supervisions	Nombre de supervision ayant pris en compte la gestion des stocks						PM		
	TOTAL							400 528 739	-	-

COMPOSANTE : SUIVI ET EVALUATION

OBJECTIF STRATEGIQUE : Améliorer le système de suivi évaluation des activités relatives à la gestion des produits SR

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Trimestre				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			T1	T2	T3	T4				
Informations fiables disponibles pour la prise de décision		Proportion des décisions basées sur les informations recueillies							(Cf. Activités Objectif 5 de la composante capacité)	
Le Suivi et Evaluation systématique dans la gestion des produits SR est assure		Nombre de plan d'action assortis de plan de suivi								
		Nombre d'activités de suivi réalisées.								
	1. Former les responsables en suivi&évaluation au niveau national, régional et district (150) 3/région, 2/district, 12 MSP, 30/secteur privé	Nombre de responsables formés en suivi évaluation					DEP/DSR/DRSP	36 657 280		
	2. Former les responsables en supervision formative	Nombre de responsables formés en supervision formative					DEP/DSR/DRSP	30 091 280		
	3. Elaborer un manuel de procédures de gestion des produits SR	Un manuel de procédures de gestion des produits SR disponible					DPHL/ONPPC	4 800 000		
Tous les indicateurs des produits SR sécurisés sont collectés	3.4. Reproduire et disséminer les supports de collecte des données sur les produits SR	% d'indicateurs sur les produits SR sécurisés disponibles								
		% d'indicateur fournis par les outils de collecte harmonisés								
		% de structures utilisant les supports de collecte adaptés					SNIS/DSR	7 664 093		
TOTAL							79 212 653	-	-	
TOTAL GENERAL							6 125 996 841	-	-	

8. PLAN DE SUIVI ET EVALUATION

L'évaluation se fera à mi-parcours en 2008 et à la fin en 2010 de la mise en œuvre du plan avec le concours d'un **consultant national**.

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Période				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			2007	2008	2009	2010				
1. Le Suivi et l'exécution du Plan National Stratégique de Sécurisation des Produits de SR (PNSSPSR) sont assurés										
	1.1. Effectuer deux tournées de suivi par an dans chaque région	Nombre de suivis réalisés		T2- T4	T2-T4	T2-T4	DSR/DSRP	75.000.000		Les responsables de la mise en œuvre sont assurés du bon avancement des activités
	1.2. Effectuer deux tournées de suivi par an dans chaque district par les DRSP.	Nombre de suivis réalisés		T1-T3	T1-T3	T1-T3	DSRP/DS	111.000.000		
	1.3. Produire les rapports d'activités à tous les niveaux en incluant les données sur la gestion des produits SR	Rapport d'activités de chaque entité disponible		T1-T4	T1-T4	T1-T4	CSI/DS DRSP/DSR	-		
	1.4 Diffuser les rapports d'activités à tous les niveaux	Rapports d'activités de chaque entité diffusée à tous les niveaux		T1-T4	T1-T4	T1-T4	CSI/DS DSRP/DSR SNIS	PM		

Résultats attendus	Activités	Indicateurs	Période				Responsables	Coûts (FCFA)	Sources de financement	Hypothèses /Observations
			2007	2008	2009	2010				
2. Le processus de mise en œuvre du (PNSSPSR) est évalué										
	2.1. Réaliser une revue à mi-parcours du PNSSPSR	Une revue à mi-parcours tenue		T4			DSR/Comité/DEP	20.000.000		Le processus et les résultats sont appréciés et permettent de réorienter les actions futures
	2.2. Mettre en œuvre les recommandations issues de la revue à mi-parcours	Les recommandations sont mises en application			T3		DSR/DEP	PM		
	2.3. Réaliser une évaluation finale du PNSSPSR	Evaluation finale réalisée avec un rapport disponible				T4	DSR/Comité/DEP	25.000.000		
	2.4. Élaborer un nouveau PNSSPSR	nouveau PNSSPSR élaboré				T4	DSR/Comité	15.000.000		
Total Suivi-Evaluation								246.000.000		

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Rapport de l'analyse de la situation du système de gestion logistique du Niger, 2007
2. Enquête démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples du Niger, 2006
3. Plan Stratégique de Sécurisation des Produits Contraceptifs au Burkina Faso, 2006-2010
4. Plan Stratégique National pour la Sécurisation de l'Approvisionnement en Produits Contraceptifs au Togo, 2006-2010

ANNEXES

ANNEXE 1

QUANTITE TOTALE DE PRODUITS SELON LA LISTE DES PRODUITS SR A SECURISER 2007-2010

(Tous les couts sont en Francs CFA)

PLANIFICATION FAMILIALE	Forme	2 007			2 008		2 009		2 010		TOTAL		
		PU**	BESOIN	COUT	BESOIN	COUT	BESOIN	COUT	BESOIN	COUT	BESOIN	COUT	
1	Pilule combinee (Lo-femenal)		132	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Pilule progestative (Ovrette)		132	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2	Injectables 3 mois (Depo provera)		473	153 782	72 738 886	199 917	94 560 552	209 912	99 288 579	220 408	104 253 008	784 019	370 841 026
3	Condom - Masculin		17	5 343 476	88 167 354	6 412 171	105 800 825	6 732 780	111 090 866	7 069 419	116 645 409	25 557 846	421 704 454
4	Condom - Feminin		471	1 252	589 873	1 377	648 860	1 446	681 303	1 518	715 368	5 592	2 635 404
5	DIU (Copper T380A)		275	130	35 750	169	46 475	177	48 799	186	51 239	663	182 262
6	Implant (Norplant)		13 750	130	1 787 500	143	1 966 250	150	2 064 563	158	2 167 791	581	7 986 103
7	Spermicide (Neosampoon)		880	182	160 160	200	176 176	210	184 985	221	194 234	813	715 555
8	Kit Insertion Implant (Jadelle/Norplant)		1 810	55	98 905	169	306 549	292	527 735	422	763 072	937	1 696 261
9	Kit Insertion DIU		82 500	55	4 509 368	169	13 976 408	292	24 060 850	422	34 790 525	937	77 337 150
TOTAL			-	-	168 087 796	-	217 482 094	-	237 947 679	-	259 580 647	-	883 098 216
IST-VIH/SIDA													
1	AZI/3TC		8 100	763	6 180 300	916	7 416 360	961	7 787 178	1 009	8 176 537	3 649	29 560 375
2	Nevirapine	comprime	3 000	273	819 000	278	835 380	292	877 149	307	921 006	1 151	3 452 535
3	Nevirapine	sirop	1 970	0	0	150	295 500	158	310 275	165	325 789	473	931 564
4	Doxycyline 100mg	comprime	10 539	258	2 719 062	335	3 534 781	352	3 711 520	370	3 897 096	1 315	13 862 458
5	Benzathine B. Peniciline 2.4M	injectable	146	345 340	50 419 640	448 942	65 545 532	471 389	68 822 809	494 959	72 263 949	1 760 630	257 051 930
6	Cotrimoxazole 480mg	comprime	5 437	22 398	121 777 926	24 638	133 955 719	25 870	140 653 505	27 163	147 686 180	100 069	544 073 329
7	Metronidazole 500mg	comprime	183	11 900	2 177 700	14 280	2 613 240	14 994	2 743 902	15 744	2 881 097	56 918	10 415 939
8	Erythromycine 500mg	comprime	45 814	504	23 090 256	655	30 017 333	688	31 518 199	722	33 094 109	2 570	117 719 898
9	Ciprofloxacin 500mg	comprime	10 009	2 403	24 051 627	3 124	31 267 115	3 280	32 830 471	3 444	34 471 994	12 251	122 621 207
10	Gants d'examen steriles 7,7.5, 8		3 647	5 955	21 719 344	7 742	28 235 147	8 129	29 646 904	8 536	31 129 250	30 362	110 730 645
TOTAL			-	-	252 954 855	-	303 716 106	-	318 901 911	-	334 847 007	-	1 210 419 879
CONSULTATIONS PRENATALES (CPN)													
1	Sels ferreux 200mg	comprime	318	3 171	1 008 378	3 488	1 109 216	3 663	1 164 677	3 846	1 222 910	14 167	4 505 181
2	Acide folique 5mg	comprime	4 295	2 031	8 723 145	2 640	11 340 089	2 772	11 907 093	2 911	12 502 448	10 355	44 472 774
3	Sulfadoxine pyriméthamine 500mg/25mg	comprime	4 666	1 599	7 460 934	1 919	8 953 121	2 015	9 400 777	2 115	9 870 816	7 648	35 685 647
4	VAT (Vaccin anti-ténatique + seringue)	injectable	1 800	660	1 188 000	726	1 306 800	762	1 372 140	800	1 440 747	2 949	5 307 687
5	Kit CPN		6 900	322 289	2 223 796 446	390 877	2 697 053 922	463 559	3 198 557 928	540 547	3 729 774 300	1 717 273	11 849 182 596
TOTAL			-	-	2 242 176 903	-	2 719 763 147	-	3 222 402 614	-	3 754 811 221	-	11 939 153 885

ACCOUCHEMENT ET POST PARTUM	Forme	2 007			2 008		2 009		2 010		TOTAL	
		PU	BESOIN	COUT	BESOIN	COUT	BESOIN	COUT	BESOIN	COUT	BESOIN	COUT
1	Oxytocine inj. 5UI/ml	978	6 700	6 552 600	8 710	8 518 380	9 146	8 944 299	9 603	9 391 514	34 158	33 406 793
2	Ergométrique 0,2mg/ml inj.	1 053	12 220	12 867 660	14 664	15 441 192	15 397	16 213 252	16 167	17 023 914	58 448	61 546 018
3	Sulfate de magnésium. 40% (boite de 100)	11 440	44	503 360	48	553 696	51	581 381	53	610 450	197	2 248 887
4	Clonidine 0,15mg	12 597	302	3 804 294	393	4 945 582	412	5 192 861	433	5 452 504	1 540	19 395 242
5	Gélatine fluide modifiée 4%	4 187	1 306	5 468 222	1 437	6 015 044	1 508	6 315 796	1 584	6 631 586	5 835	24 430 649
6	Kit d'accouchement	4 846	126 814	614 539 912	209 916	1 017 251 143	299 070	1 449 295 158	386 105	1 871 064 830	1 021 905	4 952 151 044
7	Kit césarienne	30 630	6 341	194 215 410	10 496	321 485 787	14 954	458 026 318	19 305	591 319 808	51 095	1 565 047 322
8	Kit AMIU	40 000	423	16 908 513	700	27 988 751	997	39 876 053	1 287	51 480 667	3 406	136 253 984
9	Ventouses électrique	72 500	29	2 124 504	49	3 516 703	69	5 010 308	89	6 468 393	236	17 119 909
10	Ventouses manuel	13 950	29	408 784	49	676 662	69	964 052	89	1 244 608	236	3 294 107
TOTAL			-	857 393 260	-	1 406 392 941	-	1 990 419 478	-	2 560 688 274	-	6 814 893 953
SOINS AU NOUVEAU NE												
1	Tétracycline 1%	117	163 658	19 147 986	212 755	24 892 382	223 393	26 137 001	234 563	27 443 851	834 369	97 621 220
2	Phytoménadione 10mg/ml	11 213	908	10 181 404	999	11 199 544	1 049	11 759 522	1 101	12 347 498	4 057	45 487 968
TOTAL			-	29 329 390	-	36 091 926	-	37 896 523	-	39 791 349	-	143 109 187
CONSOMMABLES MEDICAUX												
1	Seringues 2cc UU 3 pièces avec une aiguille G21	35	128 560	4 499 600	167 128	5 849 480	175 484	6 141 954	184 259	6 449 052	655 431	22 940 086
2	Seringues 5cc UU 3 pièces avec une aiguille G21	47	963 340	45 276 980	1 156 008	54 332 376	1 213 808	57 048 995	1 274 499	59 901 445	4 607 655	216 559 795
3	Seringues 10cc UU avec aiguille G21	57	826 520	47 111 640	1 074 476	61 245 132	1 128 200	64 307 389	1 184 610	67 522 758	4 213 806	240 186 919
4	Stéthoscope obstétrical	261	100	26 100	110	28 710	116	30 146	121	31 653	447	116 608
5	Tensiomètre vaquez Adulte	8 606	1 000	8 606 000	1 300	11 187 800	1 365	11 747 190	1 433	12 334 550	5 098	43 875 540
TOTAL				105 520 320	-	132 643 498	-	139 275 673	-	146 239 457	-	523 678 947
TOTAL GENERAL				3 727 381 403	-	4 816 089 713	-	5 946 843 879	-	7 095 957 953	-	21 586 272 948

*Le stock des kits d'insertion des implants est constitué de trocart

** Tous les prix unitaires sont majorés de 10% pour tenir compte des frais administratifs et le transport

ANNEXE 2

KIT D'INSERTION DE DIU

DESIGNATION	QUANTITE PAR CARTON	QUANTITE TOTALE
Disposable needles 21g	1	189
Jar for forceps 114mm deep	4	756
Disinfectant for boiling water 302x200x63.5mm	3	567
Scissors Tonsil curved baby, Metz 150mm double blunt	4	756
Scissors Operating Straight 145mm B/B	4	756
Kidney Dishes (larges)	4	756
Pairs Gloves Sterile 7.5	2	378
Uterine sound 320mm	10	1890
Forceps Dressing 250mm Cheron	2	378
Forceps, Uterine curved Museux 240mm	10	1890
Forceps Tissue, straight Forester 200mm	2	378
Forceps Uterine, Double-curved duplay 280mm	10	1890
Tray Instruments with cover 30x35x5cm	2	378
Disposable Syringes 2ml	100	18900
Speculum vaginal small Graves	6	1134
Speculum vaginal medium Graves	20	3780
Speculum vaginal large Graves	20	3780
Stethoscope Binaural	2	378
Thermometers	10	1890

ANNEXE 3

KIT Norplant

N° Ordre	DESIGNATION	QUANTITE
1	Surgical knife blade, number/10, disposable, sterile, carbon steel	2
2	Hemostatic forceps kelly, 14cm, straight, multiple ratchet, box lock, stainless steel	1
3	Knife handle, number 3, for minor surgery, for blade numbers 10, 11,12,15	1
4	Hemostatic forceps Mosquito Halstead, 12.5cm, curved, multiple ratchet, box lock, stainless steel	1
5	Solution Cup, 180ml, stainless steel	1

ANNEXE 4

KIT Consultation Prénatal Natal

N° Ordre	DESIGNATION	QUANTITE
1	Moustiquaire imprégnée	1
2	Carnet de santé	1
3	Albendazole (plaquette)	1
4	Comprimés de Fansidar ou Sulfadoxine (plaquette de	2
5	Test de dépistage SIDA	1
6	Fer Acide Folique (comprime)	100
8	Vaccin Anti tétanique	1

ANNEXE 5

KIT d'Accouchement

N° Ordre	DESIGNATION	QUANTITE
1	Paire de gants stériles	1
2	Seringue à usage unique	1
3	Alèse plastique	1
4	Morceau de savon Marseille	1
5	Bande	1
6	Compresse	1
7	Lame rasoir	1
8	Eau de javel	1
9	Argyrol	1
10	Sac d'emballage	1

ANNEXE 6

KIT Césarienne

N° Ordre	DESIGNATION	QUANTITE
1	Compresses stériles 40*40	40
2	Gants stériles (6 x 7,5 + 2 x 8)	6
3	Gants d'examen	10
4	Betadine dermique (jaune)	1
5	Sonde urinaire ch16	1
6	Poche Urinaire	1
8	Soluté ringer lactate 500ml	2
9	Soluté sale a 9%° 500ml	2
10	Soluté glucose a 5% 500 ml	2
11	Cathéter 16g	2
12	Sparadrap perfore 5*18	1
13	Perfuseur+ aiguille	1
14	Transfuseur	1
15	Syntocinon 5ui	4
16	Ampicilline 1gr	6
17	Seringue 10cc+aig	4
18	Seringue 5cc+aig	2
19	Lame de bistouri	1
20	Fil de vicryl n°1	2
21	Fil de vicryl n°1	1
22	Fil de nylon serti n° 0	2
23	Atropine 1 mg	1
24	Diazepam 10 mg	1
25	Fentanyl 0,05 mg	1
26	Marcaïne 4 ml	1
27	Suxamethonium 100mg	1
28	Hydrocortisone 500 mg	1
29	Ephedrine 50 mg*	1
30	Adrénaline 1mg	1
31	Aminophylline 250 mg	1
32	Aiguille spinale 22g	1
33	Diclofenac iv 3ml 25mg/l	1
34	Bande pour pansement ombilical	1
35	Argyrol collyre	1

ANNEXE 7

KIT AMIU

N° Ordre	DESIGNATION	QUANTITE
1	Sonde N° 4	2
2	Sonde N° 5	2
3	Sonde N° 6	2
4	Sonde N° 7	2
5	Sonde N° 8	2
6	Sonde N° 9	2
8	Sonde N° 10	2
9	Sonde N° 11	2
10	Sonde N° 12	2
11	Seringue	2